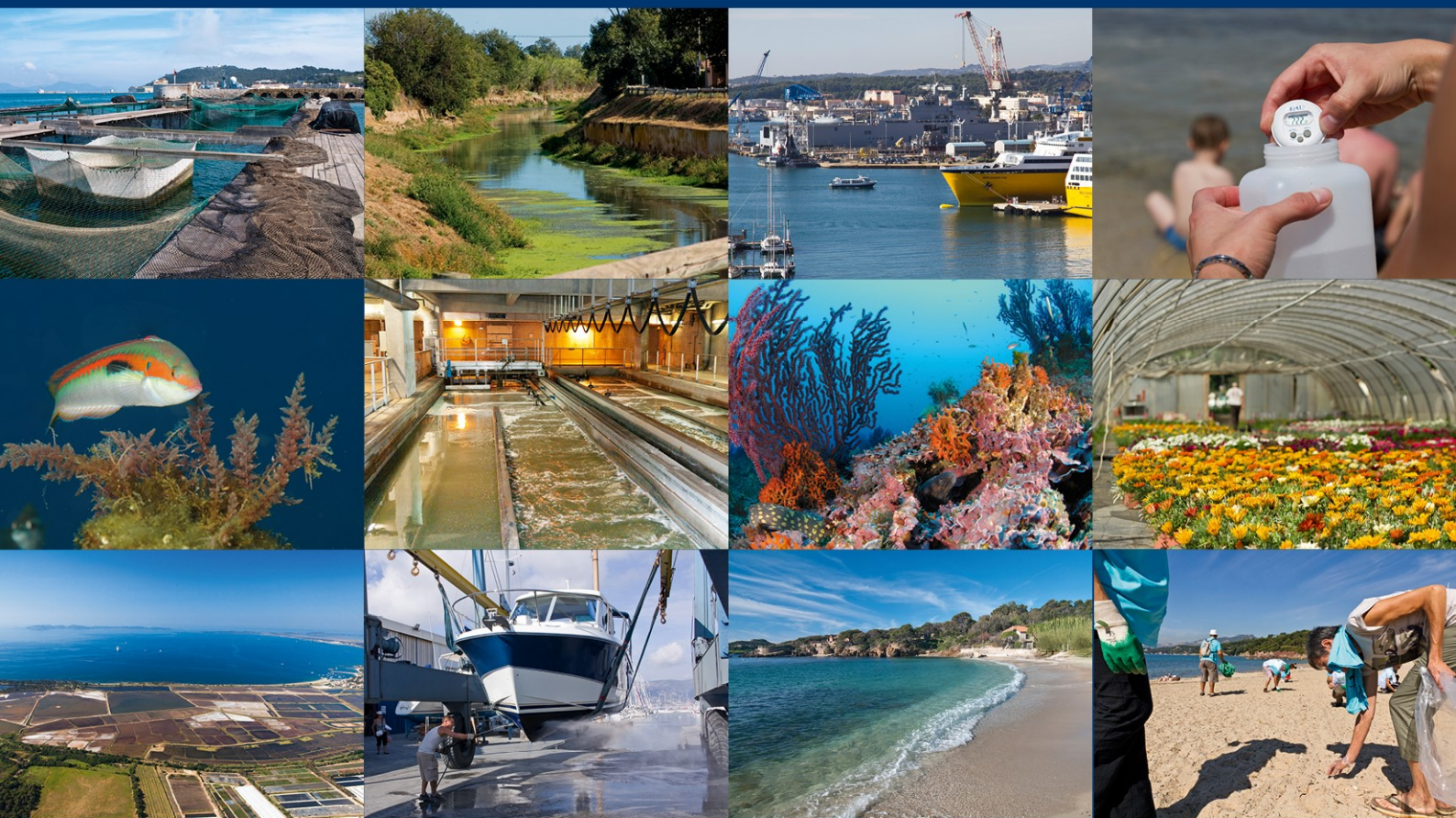


Contrat de Baie de la Rade de Toulon & des Îles d'Or

Accusé de réception en préfecture
083-218300986-20230403-23-DCM-DGS-027-DE
Date de télétransmission : 12/04/2023
Date de réception en préfecture : 12/04/2023

2023
2027



Document contractuel

MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE



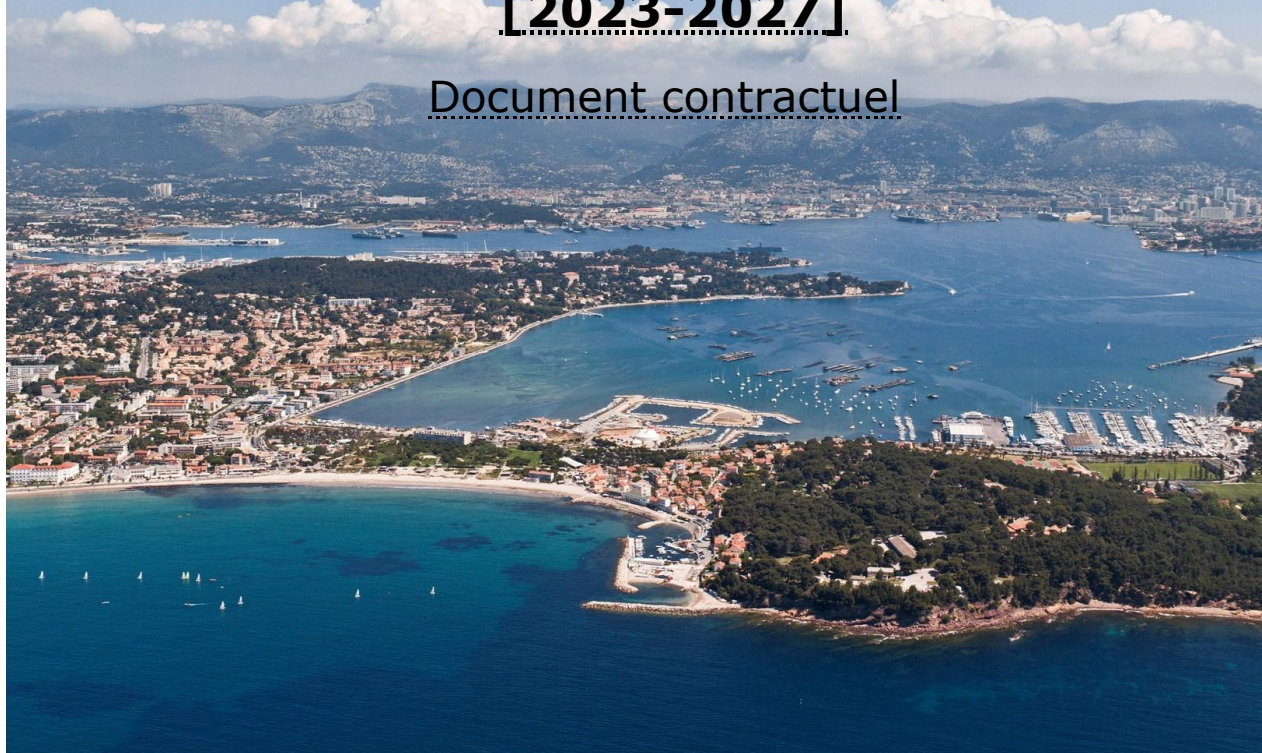
www.metropoleTPM.fr

 **Contrat de Baie**
RADE DE TOULON
& ÎLES D'OR

www.contratdebaie-tpm.org

CONTRAT DE BAIE DE LA RADE DE TOULON ET DES ÎLES D'OR [2023-2027]

Document contractuel



Structure porteuse :



Avec le soutien de :



Et la participation de :



SOMMAIRE

Préambule

| | |
|--|-----------|
| Article 1 : Le périmètre du Contrat | 7 |
| Article 2 : Les enjeux et les objectifs du Contrat | 8 |
| Article 3 : la durée du Contrat | 10 |
| Article 4 : Le programme d'actions | 10 |
| Article 5 : Le budget prévisionnel | 12 |
| Article 6 : Les engagements des partenaires financiers | 12 |
| 6.1 L'engagement de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse..... | 13 |
| 6.2 L'engagement de la Région Provence Alpes Côte d'azur..... | 29 |
| 6.3 L'engagement du Département du Var..... | 29 |
| Article 7 : L'engagement des maîtres d'ouvrage | 30 |
| Article 8 : L'engagement de la structure porteuse | 31 |
| Article 9 : L'évaluation du Contrat | 32 |
| Article 10 : Fin du contrat et résiliation | 34 |
| Signatures | 35 |
| Annexe 1 : Le programme d'actions [2023-2027]..... | 41 |
| Annexe 2 : Opérations collectives de réduction des pollutions toxiques dispersées | 62 |

LE PRESENT CONTRAT EST CONCLU ENTRE :

L'ETAT

Représenté par le Préfet du Var et le Préfet maritime de Méditerranée

L'AGENCE DE L'EAU Rhône Méditerranée Corse

Représentée par son Directeur

LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Représentée par son Président

LE DEPARTEMENT DU VAR

Représenté par son Président

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Représentée par son Président

LES MAÎTRES D'OUVRAGE des actions inscrites au Contrat

Représentés par leurs Présidents ou Directeurs

PREAMBULE

Le Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'or est une programmation contractuelle mise en œuvre par les acteurs du territoire pour favoriser une meilleure gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques sur la Rade de Toulon et son bassin versant, ainsi que sur la Rade d'Hyères et son bassin versant. Ce nouveau Contrat s'inscrit dans la continuité des objectifs visés par les Contrats de baie précédents, ceux de la Rade de Toulon (2002-2009, 2013-2018 et 2020-2021) et le Contrat de baie des Îles d'or (2016-2021) qui ont été animés par Toulon Provence Méditerranée.

Cette nouvelle programmation est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés, répondant à six enjeux :

Quatre enjeux opérationnels :

- Enjeu A : Réduire les pollutions, pour améliorer la qualité des eaux ;
- Enjeu B : Garantir une gestion durable et équilibrée de la ressource en eau, pour mieux s'adapter aux effets du changement climatique ;
- Enjeu C : Gérer durablement les milieux aquatiques continentaux, en lien avec la prévention des risques ;
- Enjeu D : Gérer durablement l'interface terre-mer et le milieu marin ;

Et deux enjeux transversaux :

- Enjeu E : Renforcer la prise en compte des enjeux « EAU » dans les documents d'urbanisme ;
- Enjeu F : Animer le Contrat, faire vivre le réseau d'acteurs et promouvoir la démarche.

De plus, ce nouveau Contrat de baie s'inscrit également au cœur de la politique internationale en faveur de l'eau, en particulier la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) et la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin (DCSMM), ainsi que leurs documents opérationnels. Plus largement, il est aussi en parfaite adéquation avec les principes et les objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations Unies, en particulier l'ODD n°6 « Eau propre et assainissement » et l'ODD n°14 « Vie aquatique ».

Enfin, ce Contrat **s'attache également à prendre en compte les enjeux locaux et les spécificités territoriales**, notamment en s'articulant avec les démarches et les projets structurants du territoire ainsi qu'en développant auprès de tous les acteurs et usagers, une culture de la gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques sur le territoire.

Les principales démarches avec lesquelles le Contrat de baie cherchera à optimiser l'articulation et la synergie d'actions sont :

- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant du Gapeau, et son Plan de Gestion durable de la Ressource en Eau (PGRE),
- La Charte du Parc national de Port-Cros,
- L'Opération Grand Site (OGS) « Presqu'île de Giens et Salins d'Hyères »,
- Le volet littoral et maritime du SCoT Provence Méditerranée,
- La démarche Natura 2000 sur les sites marins ou mixtes « Rade d'Hyères », « Cap Sicié / Six-Fours » et « Embiez - Cap Sicié »,
- Les Programmes d'Actions pour la Prévention des Inondations (PAPI) élaborés sur chacun des sous-bassins versants du territoire : Petits Côtiers Toulonnais, Gapeau et Côtiers des Maures,
- Le Plan de Gestion durable de la Ressource en Eau (PGRE) du bassin versant Caramy-Issole, avec lequel notre territoire est très lié pour l'alimentation en eau potable,
- Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- La démarche SMILO sur l'île de Porquerolles.

Par leur signature, **l'ensemble des partenaires accepte le contenu du Contrat de baie et s'engage à en assurer le bon déroulement**, tant par l'apport d'aides financières et techniques que par la réalisation des actions qui y sont inscrites.

Le Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'or [2023-2027] regroupe les opérations programmées par chacune des structures compétentes sur le territoire. Ces opérations ont été construites dans le cadre d'une large concertation menée sur le territoire au cours de l'année 2022 puis présentées et validées de façon collégiale lors des réunions plénières du Comité de baie qui se sont tenues le 22 juillet 2022 (validation de l'avant-projet) et le 14 décembre 2022 (validation du projet définitif).

Chaque structure conserve la maîtrise d'ouvrage ainsi que l'entière maîtrise technique, juridique et financière des actions pour lesquelles elle possède la compétence. Chaque maître d'ouvrage effectuera directement, pour les opérations qu'il engage, les demandes de subventions auprès des partenaires financiers, en précisant son inscription au Contrat de baie.

Le suivi et l'animation du Contrat de baie seront assurés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La signature du présent Contrat marque la volonté des acteurs de ce territoire (bassins versants et rades) de pérenniser cette échelle de concertation et l'étendue des thématiques abordées et démarches associées.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : LE PERIMETRE DU CONTRAT

Le territoire concerné par ce nouveau Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or se situe au sud du Bassin Rhône Méditerranée, dans le département du Var.

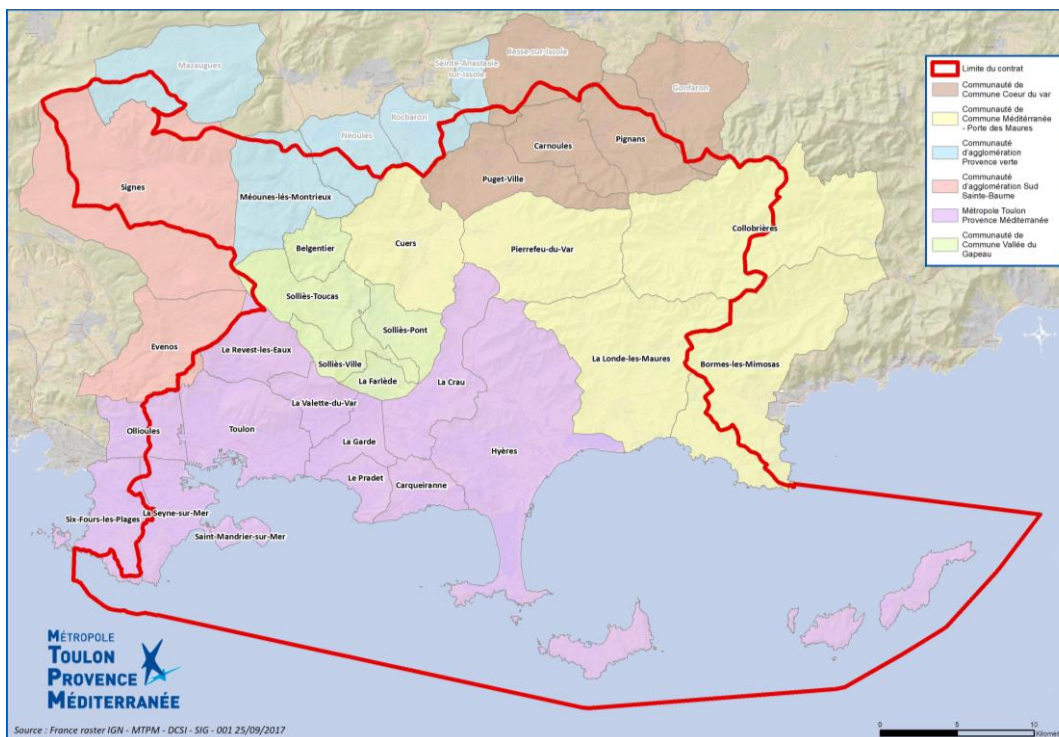


Sur le plan hydrographique, le périmètre de ce Contrat correspond à un espace marin d'environ 500 km², allant de la Pointe du Petit Gaou (commune de Six-Fours-les-plages) à l'ouest, jusqu'au Cap Bénat (commune de Bormes-les-mimosas) à l'est. En mer, il s'étend jusqu'à la limite Sud des masses d'eau côtières telle que définie dans le SDAGE Rhône Méditerranée et englobe donc l'archipel des îles d'or, avec ses trois îles (Porquerolles, Port-Cros et Le Levant) dont deux sont classées en cœur de Parc national. Le linéaire côtier correspondant est d'environ 270 kilomètres.

Sur terre, le périmètre du Contrat de baie s'étend aux limites du bassin versant topographique associé à cet espace marin, représentant une surface de 880 km² au total, découpée en trois sous-bassins versants : le sous-bassin des Côtiers ouest toulonnais (LP_16_02), le sous-bassin du Gapeau (LP_16_04) et le sous-bassin du Maravenne (LP_16_08).

Ce bassin versant topographique est parcouru par cinq fleuves côtiers principaux (Las, Eygoutier, Roubaud, Gapeau et Maravenne) et un réseau hydrographique d'affluents très important, représentant au total près de 140 km de cours d'eau.

Sur le plan administratif, le périmètre de ce Contrat de baie couvre vingt-huit communes (en partie ou en totalité) dont dix littorales, et six établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Ce contexte implique une répartition des compétences « EAU » très hétérogène sur le territoire. Si elles sont exercées à l'échelle intercommunale sur le territoire de la Métropole et des Communautés d'Agglomération, elles sont encore exercées à l'échelon communal sur le territoire des Communautés de communes (hors Communauté de communes de la Vallée du Gapeau), et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2026, date butoir pour le transfert des compétences à l'EPCI.



Les communes concernées sont : Belgentier, Bormes-les-mimosas, Carqueiranne, Carnoules, Collobrières, Cuers, Evenos, La Crau, La Gardie, La Farlède, Hyères-les-palmiers, La Londe-les-Maures, La Seyne-sur-mer, La Valette-du-Var, Le Pradet, Le Revest-les-eaux, Méounes-les-Montrieux, Ollioules, Pierrefeu-du-Var, Pignans, Puget-ville, Saint-Mandrier-sur-Mer, Signes, Six-Fours-les-plages, Solliès-pont, Solliès-toucas, Solliès-ville et Toulon.

Les établissements publics de coopération intercommunale concernés sont : la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume, la Communauté d'Agglomération Provence Verte, la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau, la Communauté de Communes Cœur du Var et la Communauté de communes Méditerranée Porte des Maures.

ARTICLE 2 : LES ENJEUX ET LES OBJECTIFS DU CONTRAT

Les enjeux et objectifs du Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'or [2023-2027] pour la mise en œuvre d'une gestion intégrée et concertée autour de l'eau sont présentés ci-dessous :

Enjeu A : Réduire les pollutions pour améliorer la qualité des eaux

- ☞ Développer des réseaux de suivi pérennes de la qualité des eaux sur le territoire du contrat de baie
- ☞ Réduire les pollutions microbiologiques
- ☞ Réduire les pollutions chimiques
- ☞ Réduire les pollutions par les nitrates et les pesticides
- ☞ Réduire les déchets dans les milieux aquatiques

Enjeu B : Garantir une gestion durable et équilibrée de la ressource en eau, pour mieux s'adapter aux effets du changement climatique

- ☞ Améliorer les connaissances générales / Etudes structurantes
- ☞ Sécuriser les ouvrages de prélèvement, de traitement et de distribution d'eau
- ☞ Economiser l'eau
- ☞ Sensibiliser les usagers pour inciter des changements et favoriser des pratiques économes en eau

Enjeu C : Gérer durablement les milieux aquatiques continentaux, en lien avec la prévention des risques

- ☞ Améliorer les connaissances et les suivis des milieux, et des effets du changement climatique
- ☞ Améliorer les fonctionnalités naturelles des cours d'eau
- ☞ Améliorer les fonctionnalités naturelles des zones humides

Enjeu D : Gérer durablement l'interface terre-mer et le milieu marin

- ☞ Gérer durablement l'évolution du trait de côte, en lien avec les effets du changement climatique
- ☞ Limiter l'altération des écosystèmes marins
- ☞ Favoriser la restauration écologique des petits fonds côtiers
- ☞ Sensibiliser aux enjeux du milieu marin

Enjeu E : Renforcer la prise en compte des enjeux "EAU" dans les documents d'urbanisme

Enjeu F : Animer le Contrat, faire vivre le réseau d'acteurs et promouvoir la démarche

- ☞ Animer le réseau d'acteurs
- ☞ Faire connaître le contrat de baie et ses enjeux
- ☞ Evaluer le contrat de baie

ARTICLE 3 : LA DUREE DU CONTRAT

Le présent Contrat de baie sera mis en œuvre à compter du 7 avril 2023 (prise d'effet au lendemain de la Commission des Aides de l'Agence de l'Eau) jusqu'au 31 décembre 2027. Il se découpera en deux phases :

- ☞ Phase 1 du Contrat de baie : du 7 avril 2023 au 31 décembre 2024 ;
- ☞ Phase 2 du Contrat de baie : du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027.

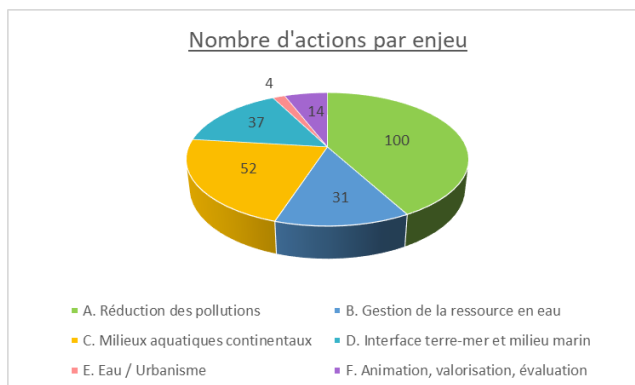
A ce stade, seule la phase 1 du Contrat de baie fera l'objet d'une contractualisation avec l'Agence de l'eau et tous les partenaires du territoire. La contractualisation de la phase 2 fera l'objet d'un avenant au présent document.

Durant cette période, les maîtres d'ouvrage s'engagent à mettre en œuvre l'ensemble des actions inscrites à la programmation du Contrat et justifieront, le cas échéant, le non démarrage de certaines actions en fin de Contrat, lors de l'élaboration du bilan final.

ARTICLE 4 : LE PROGRAMME D' ACTIONS

En tant que gestionnaires de financements publics et/ou maîtres d'ouvrage compétents, les partenaires du présent Contrat s'accordent sur un programme d'actions à réaliser la durée du Contrat.

Le programme d'actions, dont le tableau de synthèse est annexé au présent document contractuel (annexe 1), comporte au total **238 opérations**, qui se répartissent de la façon suivante :



Ce tableau comprend **200 opérations dont le lancement est prévu pendant la première phase du Contrat de baie**, soit avant le 31 décembre 2024, et identifie d'ores-et-déjà 38 opérations qui seront lancées à partir de 2025, lors de la phase 2 du Contrat. Le programme d'actions de cette phase 2 sera complété fin 2024, sur

la base de nouveaux échanges avec les maîtres d'ouvrage du territoire.

Chacune des opérations identifiées en phase 1 du Contrat de baie fait l'objet d'une fiche-action détaillée, présentée dans le document « Fiches-actions » joint au présent Contrat.

L'ensemble de ces opérations est porté par **40 maîtres d'ouvrage** différents : des collectivités territoriales (communes, EPCI, syndicats intercommunaux), établissements publics d'Etat, Chambres consulaires, Etablissements militaires, associations, organismes scientifiques).

Les maîtres d'ouvrage identifiés dans ce nouveau Contrat de baie sont :

| | |
|--|--|
| Collège des collectivités territoriales | Métropole Toulon Provence Méditerranée, Communauté d'Agglomération Provence Verte, Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures, Communes de La Seyne-sur-mer, Toulon, La Garde, Le Pradet, Carqueiranne, Hyères-les-palmiers, La Londe-les-Maures, Bormes-les-mimosas, Cuers, Pierrefeu, Puget-ville, Carnoules, Pignans, Collobrières, Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau, Syndicat de Gestion de l'Eygoutier, Syndicat mixte SCoT Provence Méditerranée, Parc Naturel Régional Sainte-Baume, Département du Var |
| Collège de l'Etat et ses établissements publics associés | Parc national de Port-Cros, Conservatoire du littoral, Marine nationale, AIA Cuers-Pierrefeu |
| Collège des experts | Université de Toulon, Pôle Mer Méditerranée, IFREMER, Agence d'Urbanisme de l'Aire Toulonnaise |
| Collège des usagers | Chambre d'Agriculture du Var, Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, Fédération du Var pour la pêche et la protection du milieu aquatique, Fédération MART, association GALATHEA, association NATUROSCOPE, association LES RESSOURCES SOUS-MARINES, association MIRACETI, association CIETM, Entreprises privées |

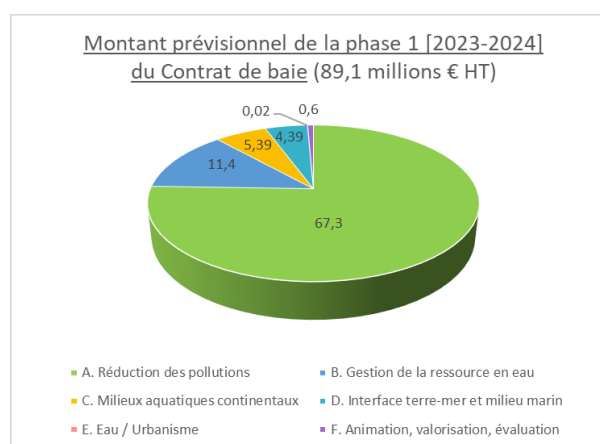
D'une manière générale, ce nouveau Contrat de baie est à la croisée des chemins entre la réponse opérationnelle qu'il fournit aux orientations et au programme de mesures du SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027 et qui a constitué le socle de cette programmation, et les attentes locales, recueillies lors de la concertation avec les acteurs.

ARTICLE 5 : LE BUDGET PREVISIONNEL

L'ensemble des actions inscrites à la phase 1 du présent Contrat a fait l'objet d'un chiffrage prévisionnel et d'un plan de financement. Les sommes indiquées sont des estimations prévisionnelles qui pourront être ajustées sur la base du montant de mise en œuvre des actions, ainsi que des coûts plafond ou forfaitaires en vigueur à la date de décision de leur financement.

La programmation de la première phase du Contrat de baie [2023-2024] est estimée à **89,1 millions d'euros** (hors taxes), répartis de la façon suivante :

Ce montant global prévisionnel correspond donc à l'ensemble des efforts engagés par les acteurs du territoire sur la période [2023-2024] pour améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques de la Rade de Toulon, de la Rade d'Hyères et de leurs bassins versants.



ARTICLE 6 : LES ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES FINANCIERS

Les collectivités territoriales et autres maîtres d'ouvrage signataires du présent Contrat pourront bénéficier d'aides financières notamment de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur et du Département du Var. D'autres aides (Etat, fonds européens...) pourront être sollicitées par les maîtres d'ouvrage mais ne sont pas recensées de manière exhaustive dans le présent Contrat.

Ces partenaires s'engagent notamment à :

- Assurer une coordination pour le financement des projets inscrits au Contrat de baie et ainsi faciliter la programmation financière ;
- Informer la structure porteuse des évolutions de leur mode d'intervention et des éventuelles évolutions réglementaires ou stratégiques impactant la mise en œuvre du Contrat ;
- Apporter un soutien technique et méthodologique à la cellule d'animation ;
- Participer aux instances de suivi et de mise en œuvre du Contrat : Comité de baie, Comité technique et financier.

Les plans de financement définitifs seront ajustés par chaque maître d'ouvrage avec les financeurs concernés.

Certaines actions pourront déroger au taux plafond de 80 % de subventions publiques par leur caractère exemplaire, pilote ou stratégique, et ce, dans le respect du cadre réglementaire et des règles de chaque partenaire financier.

6.1 L'ENGAGEMENT DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse s'engage à participer au financement des actions inscrites au **contrat de baie de la rade de Toulon et des îles d'Or**, sur une période couvrant les années **2023 à 2024** selon les modalités d'aide en vigueur à la date de chaque décision d'aide, sous réserve des disponibilités financières et de l'encadrement européen.

Les montants et les taux d'aide de l'agence sont calculés sur la base des modalités d'intervention du programme d'intervention en vigueur lors de l'élaboration du contrat, au vu des éléments techniques disponibles.

Pour la dernière année du 11^{ème} programme, les dossiers de demandes d'aides de l'année 2024 devront parvenir à l'agence au plus tard en juin 2024. L'agence de l'eau sera particulièrement attentive à la maturité des opérations présentées.

L'engagement financier de l'agence de l'eau sur la période **2023 à 2024** ne pourra excéder un montant total d'aide de **11 139 248 €**.

Les aides à l'entretien de la ripisylve sont conditionnées à l'engagement des opérations prioritaires listées ci-dessous :

Syndicat Mixte du Bassin Versant du Gapeau :

- Travaux de restauration morpholo (1^{ère} phase) sur le Réal Collobrier à Collobrières ;
- Travaux pour favoriser la continuité écologique sur le seuil de la Clapière à La Crau (seuil prioritaire Gapeau aval) ;

Syndicat de Gestion de l'Eygoutier :

- Études et dossiers réglementaires restauration et de reméandrage de La Planquette et de l'Eygoutier (secteur entre le Parc nature et le Pont de la Clue) ;
- Assistance à maîtrise foncière en vue des travaux de restauration du Marais de l'Estagnol (La Crau) ;
- Acquisition foncière du Marais de l'Estagnol ;

Métropole Toulon Provence Méditerranée :

- Acquisitions foncières travaux de restauration du cours d'eau de la Sauvette (Hyères) ;
- Études et dossiers réglementaires travaux de restauration du cours d'eau de la Sauvette (Hyères).

Par ailleurs, les actions de gestion des espèces exotiques envahissantes sont subordonnées à un plan de gestion des EEE selon les attendus de la stratégie de bassin.

Dans le cadre du présent contrat, l'agence de l'eau s'engage spécifiquement sur les points suivants :

➤ **Garantie de financement et de taux d'aides**

Compte tenu des objectifs d'atteinte du bon état des eaux, fixés dans le cadre du SDAGE Rhône méditerranée, le contrat de baie identifie des actions prioritaires. Pour ces actions identifiées et listées ci-dessous, l'agence de l'eau garantit le financement aux taux prévus à l'article 5, dans la limite des montants d'aide prévus au contrat et sous réserve du respect de l'échéancier prévu au contrat et de l'engagement des contreparties.

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | PDM | chgt clim (oui/-) | Année d'engagement (ordre de service) | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | Montant aide totale |
|---|--|-----|-------------------|---------------------------------------|------------------------|--------------------------------|-------------|---------------------|
| Communauté d'Agglomération Provence verte | F13 : Construction de la nouvelle station d'épuration de la commune de Méounes | Oui | - | 2023 | 2 500 000 € | 780 592 € | 50% | 390 296 € |
| Université de Toulon | F17 : Diagnostic des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les intrusions d'eaux claires parasites sur le campus universitaire de La Garde et priorisation des travaux à mener (système d'assainissement AmphorA Toulon Est) | Oui | - | 2023 | 25 000 € | 25 000 € | 50% | 12 500 € |
| Métropole TPM | F19 : Travaux de renouvellement ou de réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les intrusions d'eaux claires parasites sur le système d'assainissement métropolitain AmphorA (2023) | Oui | - | 2023 | 750 000 € | 262 500 € | 50% | 131 250 € |
| Métropole TPM | F19 : Travaux de renouvellement ou de réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les intrusions d'eaux claires parasites sur le système d'assainissement métropolitain AmphorA (2024) | Oui | - | 2024 | 750 000 € | 262 500 € | 50% | 131 250 € |
| Communauté d'Agglomération Provence verte | F25 : Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de Méounes pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | Oui | - | 2023 | 458 500 € | 458 500 € | 50% | 229 250 € |
| Ville de Cuers | F27 : Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de Cuers pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | Oui | - | 2024 | 250 000 € | 215 250 € | 50% | 107 625 € |

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | PDM | chgt clim (oui/-) | Année d'engagement (ordre de service) | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | Montant aide totale |
|-----------------------|---|-----|-------------------|---------------------------------------|------------------------|--------------------------------|-------------|---------------------|
| Ville de Puget-ville | F30 : Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de Puget-ville pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | Oui | - | 2023 | 247 800 € | 247 800 € | 50% | 123 900 € |
| Ville de Collobrières | F33 : Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de Collobrières pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | Oui | - | 2024 | 300 000 € | 210 000 € | 50% | 105 000 € |
| Ville de La Seyne | F57 : Désimperméabilisation et végétalisation des cours de récréation du groupe scolaire Victor Hugo (maternelle et élémentaire) sur la commune de La Seyne | - | Oui | 2023 | 440 000 € | 220 000 € | 70% | 154 000 € |
| Ville de Toulon | F58 : Travaux de désimperméabilisation / végétalisation sur la commune de Toulon : école élémentaire LONGEPIERRE | - | Oui | 2023 | 100 000 € | 100 000 € | 70% | 70 000 € |
| Ville de Toulon | F58 : Travaux de désimperméabilisation / végétalisation sur la commune de Toulon : école élémentaire FORT ROUGE | - | Oui | 2023 | 167 000 € | 85 000 € | 70% | 59 500 € |
| Ville de Toulon | F58 : Travaux de désimperméabilisation / végétalisation sur la commune de Toulon : école élémentaire SAINT ROCH | - | Oui | 2024 | 100 000 € | 74 500 € | 70% | 52 150 € |
| Ville de Toulon | F58 : Travaux de désimperméabilisation / végétalisation sur la commune de Toulon : Groupe scolaire Muraire | - | Oui | 2024 | 43 000 € | 43 000 € | 70% | 30 100 € |
| Ville de la Garde | F59 : Désimperméabilisation et végétalisation de la cour d'école élémentaire Maurice Delplace sur la commune de La Garde | - | Oui | 2024 | 200 000 € | 150 000 € | 70% | 105 000 € |
| Ville du Pradet | F61 : Désimperméabilisation et végétalisation des cours de récréation du groupe scolaire Charles Sandro sur la commune du Pradet | - | Oui | 2024 | 210 000 € | 180 000 € | 70% | 126 000 € |

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | PDM | chgt clim (oui/-) | Année d'engagement (ordre de service) | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | Montant aide totale |
|---|--|-----|-------------------|---------------------------------------|------------------------|--------------------------------|-------------|---------------------|
| Ville de Carqueiranne | F62 : Désimperméabilisation et végétalisation des cours d'écoles maternelle et élémentaires de la commune de Carqueiranne | - | Oui | 2023 | 596 000 € | 380 000 € | 70% | 266 000 € |
| Ville de Puget-ville | F64 : Désimperméabilisation et végétalisation des cours d'écoles de la commune de Puget-ville | - | Oui | 2024 | 400 000 € | 152 000 € | 70% | 106 400 € |
| Université de Toulon | F66 : Maîtrise d'œuvre préalable aux travaux de désimperméabilisation / renaturation sur le campus universitaire de La Garde | Oui | Oui | 2023 | 250 000 € | 250 000 € | 70% | 175 000 € |
| Métropole TPM | F67 : Poursuivre l'opération collective de réduction des pollutions toxiques dispersées (Pro'baie) sur le territoire de la Métropole TPM (2023) | Oui | - | 2023 | 115 000 € | 115 000 € | 50% | 57 500 € |
| Métropole TPM | F67 : Poursuivre l'opération collective de réduction des pollutions toxiques dispersées (Pro'baie) sur le territoire de la Métropole TPM (2024) | Oui | - | 2024 | 115 000 € | 115 000 € | 50% | 57 500 € |
| Chambre de Commerce et d'Industrie du Var | F68 : Poursuivre l'opération collective Pro'baie sur le territoire de la Métropole : audits des entreprises, diagnostic des pratiques, autorisations de rejet (2023) | Oui | - | 2023 | 35 500 € | 35 500 € | 50% | 17 750 € |
| Chambre de Commerce et d'Industrie du Var | F68 : Poursuivre l'opération collective Pro'baie sur le territoire de la Métropole : audits des entreprises, diagnostic des pratiques, autorisations de rejet (2024) | Oui | - | 2024 | 35 500 € | 35 500 € | 50% | 17 750 € |
| Chambre de Commerce et d'Industrie du Var | F68 : Volet communication opération collective Pro'baie sur le territoire de la Métropole (2023) | Oui | - | 2023 | 12 000 € | 12 000 € | 50% | 6 000 € |
| Chambre de Commerce et d'Industrie du Var | F68 : Volet communication opération collective Pro'baie sur le territoire de la Métropole (2024) | Oui | - | 2024 | 12 000 € | 12 000 € | 50% | 6 000 € |
| Entreprises privées | F69 : Poursuivre l'opération collective Pro'baie sur le territoire de la Métropole : travaux de mise en conformité des dispositifs de prétraitement des effluents industriels (2023) | Oui | - | 2023 | 750 000 € | 750 000 € | 40% | 300 000 € |

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | PDM | chgt clim (oui/-) | Année d'engagement (ordre de service) | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | Montant aide totale |
|--|---|-----|-------------------|---------------------------------------|------------------------|--------------------------------|-------------|---------------------|
| Entreprises privées | F69 : Poursuivre l'opération collective Pro'baie sur le territoire de la Métropole : travaux de mise en conformité des dispositifs de prétraitement des effluents industriels (2024) | Oui | - | 2024 | 750 000 € | 750 000 € | 40% | 300 000 € |
| Ville de La Londe | F71 : Mise en œuvre du plan d'actions suite au RSDE, visant à réduire l'apport de micropolluant au milieu (2023) | Oui | - | 2023 | 75 000 € | 75 000 € | 50% | 37 500 € |
| Ville de La Londe | F71 : Mise en œuvre du plan d'actions suite au RSDE, visant à réduire l'apport de micropolluant au milieu (2024) | Oui | - | 2024 | 75 000 € | 75 000 € | 50% | 37 500 € |
| Métropole TPM | F76 : Site portuaire Formes et Cales : travaux de traitement des eaux de ruissellement au niveau des terres-pleins et création d'un point propre | Oui | - | 2023 | 46 000 € | 46 000 € | 40% | 18 400 € |
| Métropole TPM | F78 : Port de Saint-Elme : création d'un point propre | Oui | - | 2024 | 135 000 € | 135 000 € | 40% | 54 000 € |
| Métropole TPM | F87 : Animation territoriale pour lutter contre les pollutions diffuses et ponctuelles au niveau des AAC des 4 captages prioritaires en eau potable (La Foux, Fonqueballe, Golf Hôtel et Père Eternel) (2023) | Oui | - | 2023 | 140 000 € | 140 000 € | 70% | 98 000 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F104 : Etude de connaissance pour mieux connaître les échanges nappe - rivière et les intrusions d'eau salée dans la nappe alluviale du Gapeau | Oui | Oui | 2023 | 50 000 € | 50 000 € | 50% | 25 000 € |
| Chambre d'Agriculture du Var | F111 : Mise en place de l'OUGC Gapeau et détermination du volume unique de prélèvement (2024) | Oui | Oui | 2024 | 20 000 € | 20 000 € | 70% | 14 000 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F112 : Animation territoriale liée à la mise en œuvre du PGRE Gapeau - Année 2023 | Oui | Oui | 2023 | 25 000 € | 25 000 € | 70% | 17 500 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du | F112 : Animation territoriale liée à la mise en œuvre du PGRE Gapeau | Oui | Oui | 2024 | 50 000 € | 50 000 € | 70% | 35 000 € |

| Gapeau | - Année 2024 | | | | | | | |
|--|---|------------|------------------------------|--|-----------------------------------|---|--------------------|--------------------------------|
| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | PDM | chgt clim (oui/-) | Année d'engagement (ordre de service) | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | Montant aide totale |
| Métropole TPM | F119 : Travaux de réhabilitation des réseaux de distribution d'eau potable pour lutter contre les fuites sur le territoire Secteur Centre de la Métropole TPM : Toulon | Oui | Oui | 2023 | 3 000 000 € | 2 524 284 € | 50% | 1 262 142 € |
| Métropole TPM | F119 : Travaux de réhabilitation des réseaux de distribution d'eau potable pour lutter contre les fuites sur le territoire Secteur Centre de la Métropole TPM : Le Revest | Oui | Oui | 2023 | 200 000 € | 132 767 € | 50% | 66 384 € |
| Métropole TPM | F119 : Travaux de réhabilitation des réseaux de distribution d'eau potable pour lutter contre les fuites sur le territoire Secteur Centre de la Métropole TPM : Le Pradet | Oui | Oui | 2023 | 400 000 € | 400 000 € | 50% | 200 000 € |
| Métropole TPM | F119 : Travaux de réhabilitation des réseaux de distribution d'eau potable pour lutter contre les fuites sur le territoire Secteur Centre de la Métropole TPM : La Valette | Oui | Oui | 2023 | 400 000 € | 400 000 € | 50% | 200 000 € |
| Métropole TPM | F140 : Acquisitions foncières travaux de restauration du cours d'eau de la Sauvette (Hyères) | Oui | - | 2023 | 200 000 € | 200 000 € | 50% | 100 000 € |
| Métropole TPM | F141 : Etudes et dossiers réglementaires travaux de restauration du cours d'eau de la Sauvette (Hyères) | Oui | - | 2024 | 125 000 € | 125 000 € | 50% | 62 500 € |
| PNR Sainte-Baume | F10 : Mise en place d'un réseau de suivi (quantitatif et qualitatif) des masses d'eau souterraines stratégiques de la Sainte-Baume (Siou-Blanc, massif de l'Agnis, Issole Caramy) | Oui | Oui | 2023 | 36 100 € | 36 100 € | 70% | 25 270 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F147 : Etude préalable à la restauration morphologique du Gapeau aval, en amont du Plan du Pont à Hyères | Oui | - | 2023 | 70 000 € | 70 000 € | 50% | 35 000 € |

CONTRAT DE BAIE DE LA RADE DE TOULON ET DES ÎLES D'OR (2023-2027)

Document contractuel

| | | | | | | | | |
|--|--|------------|--------------------------|--|-------------------------------|---------------------------------------|--------------------|----------------------------|
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F149 : Travaux de restauration morphologique (1 ^{ère} phase) sur le Réal Collobrier à Collobrières | Oui | - | 2023 | 200 000 € | 200 000 € | 50% | 100 000 € |
| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | PDM | chgt clim (oui/-) | ANNEE d'engagement (ordre de service) | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | Montant aide totale |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F152 : Etude de faisabilité pour la restauration morphologique du vallon des Borrels | Oui | - | 2023 | 70 000 € | 70 000 € | 50% | 35 000 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F166 : Travaux pour favoriser la continuité écologique sur le seuil de la Clapière à La Crau (seuil prioritaire Gapeau aval) | Oui | - | 2024 | 300 000 € | 300 000 € | 50% | 150 000 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F172 : Travaux d'aménagement au niveau de 4 seuils sur le Meige Pan | Oui | - | 2024 | 150 000 € | 150 000 € | 70% | 105 000 € |
| Conservatoire du littoral | F176 : Acquisition foncière de zones tampons en périphérie des Salins (Hyères) | Oui | Oui | 2024 | 50 000 € | 50 000 € | 50% | 25 000 € |
| Métropole TPM | F194 : Elaboration du Schéma Territorial de Restauration Ecologique (STERE) du littoral du Contrat de baie | - | - | 2023 | 50 000 € | 50 000 € | 70% | 35 000 € |
| Parc national de Port-Cros | F197 : Travaux organisation des mouillages de plaisance autour de l'île de Porquerolles - première tranche | Oui | - | 2024 | 600 000 € | 600 000 € | 70% | 420 000 € |
| Ville de Bormes | F198 : Etudes préalables à l'organisation des mouillages sur le littoral de la commune de Bormes | Oui | - | 2023 | 140 000 € | 140 000 € | 50% | 70 000 € |
| TOTAL garantie de taux | | | | | 16 219 400 € | 11 985 793 € | | 6 365 917 € |

➤ **Majorations de taux**

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | PDM | chgt clim (oui/-) | Année d'engagement (ordre de service) | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | | | Montant aide totale de l'Agence | | |
|------------------------------------|---|-----|-------------------|---------------------------------------|------------------------|--------------------------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|---------------------------------|----------------|-----------|
| | | | | | | | Taux d'aide classique | Taux majoration (1) | Taux d'aide de l'agence | Aide classique | Aides majorées | Total |
| AIA Cuers-Pierrefeu | F55 : Etude de réduction du ruissellement et des possibilités de désimperméabilisation sur le site de l'AIA-CP | - | Oui | 2024 | 20 000 € | 20 000 € | 50% | 20% | 70% | 10 000 € | 4 000 € | 14 000 € |
| Ville de la Garde | F60 : Projet de renaturation du parking de La Poste (La Garde) | - | Oui | 2024 | 1 475 820 € | 328 000 € | 50% | 20% | 70% | 164 000 € | 65 600 € | 229 600 € |
| Métropole TPM | F63 : Désimperméabilisation des accôttements de voiries dans le quartier du port d'Hyères | - | Oui | 2024 | 295 500 € | 84 000 € | 50% | 20% | 70% | 42 000 € | 16 800 € | 58 800 € |
| Ville de Puget-ville | F65 : Désimperméabilisation de la rue de la Libération sur la commune de Puget-ville | - | Oui | 2023 | 450 000 € | 120 000 € | 50% | 20% | 70% | 60 000 € | 24 000 € | 84 000 € |
| Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | F136 : Etudes et dossiers réglementaires restauration et de reméandrage de La Planquette et de l'Eygoutier (secteur entre le Parc nature et le Pont de la Clue) | Oui | - | 2023 | 180 000 € | 180 000 € | 50% | 20% | 70% | 90 000 € | 36 000 € | 126 000 € |

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | PDM | chgt clim (oui/-) | Année d'engagement (ordre de service) | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | | | Montant aide totale de l'Agence | | |
|------------------------------------|--|-----|-------------------|---------------------------------------|------------------------|--------------------------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------|
| | | | | | | | Taux d'aide classique | Taux majoration (1) | Taux d'aide de l'agence | Aide classique | Aides majorées | Total |
| Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | F177 : Assistance à maîtrise foncière en vue des travaux de restauration du Marais de l'Estagnol (La Crau) | Oui | Oui | 2023 | 30 000 € | 30 000 € | 50% | 20% | 70% | 15 000 € | 6 000 € | 21 000 € |
| Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | F178 : Acquisition foncière du Marais de l'Estagnol | Oui | Oui | 2024 | 121 000 € | 121 000 € | 50% | 20% | 70% | 60 500 € | 24 200 € | 84 700 € |
| Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | F179 : Acquisition foncière de zones humides le long de l'Eygoutier (secteur entre le Parc nature et le Pont de la Clue) | Oui | Oui | 2024 | 250 000 € | 250 000 € | 50% | 20% | 70% | 125 000 € | 50 000 € | 175 000 € |
| Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | F181 : Maîtrise d'œuvre en vue des travaux de restauration phase 1 du Marais de l'Estagnol | Oui | Oui | 2024 | 520 000 € | 520 000 € | 50% | 20% | 70% | 260 000 € | 104 000 € | 364 000 € |
| Total majoration | | | | | 3 342 320 € | 1 653 000 € | | | | 826 500 € | 330 600 € | 1 157 100 € |

⁽¹⁾ dans les limites permises par la réglementation en vigueur au moment de la décision d'aide.

L'attribution des majorations de taux prévues ci-dessus est liée au strict respect des calendriers d'engagement des actions.

➤ **Financement des aides contractuelles exceptionnelles**

Les actions susceptibles d'être aidées au titre des aides contractuelles exceptionnelles sont les suivantes :

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | Année d'engagement (ordre de service) | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux aide agence | Aides exceptionnelles ⁽¹⁾ | CONTRE-PARTIE |
|--|--|---------------------------------------|------------------------|--------------------------------|------------------|--------------------------------------|---|
| Métropole TPM | F15 : Travaux de construction de la nouvelle station d'épuration de l'île de Porquerolles | 2024 | 7 700 000 € | 712 098 € | 30% | 213 629 € | Respect délai d'engagement (ordre de service) + lancement étude STERE |
| Métropole TPM | F26 : Création d'un système d'assainissement collectif sur les hameaux des Borrels à Hyères_step | 2024 | 390 000 € | 233 400 € | 30% | 70 020 € | Respect délai d'engagement (ordre de service) + ordre de service avant le 31/12/2024 du SDAEP MTPM |
| Métropole TPM | F26 : Création d'un système d'assainissement collectif sur les hameaux des Borrels à Hyères_réseau | 2024 | 710 000 € | 276 850 € | 30% | 83 055 € | Respect délai d'engagement (ordre de service) + ordre de service avant le 31/12/2024 du SDAEP MTPM |
| Ville de Pierrefeu | F29 : Travaux de raccordement des hameaux des Vidaux, La Portanière, Saint-Jean et la Tuilière au réseau d'assainissement collectif de la commune de Pierrefeu | 2023 | 1 115 000 € | 897 250 € | 30% | 269 175 € | Respect délai d'engagement (ordre de service) + lancement travail d'identification du potentiel de végétalisation des cours d'écoles sur le territoire métropolitain |
| Marine nationale | F35 : Travaux de rénovation du réseau de collecte sur la partie militaire de l'île du Levant | 2023 | 3 725 000 € | 770 000 € | 30% | 231 000 € | Respect délai d'engagement (ordre de service) + mise en place de dispositifs pour améliorer les connaissances sur les ouvrages d'assainissement de la Base navale de Toulon |
| Total des aides exceptionnelles | | | 13 640 000 € | 2 889 598 € | | 866 879 € | |

(1) Dans les limites permises par la réglementation en vigueur au moment de la décision d'aide.

L'attribution des aides contractuelles exceptionnelles prévues ci-dessus est liée au strict respect des calendriers d'engagement des actions et à la réalisation des opérations identifiées dans la colonne « Contrepartie ».

➤ **Autres actions « aides classiques » sans bonus ni majorations**

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | Total aide classique |
|--|---|------------------------|--------------------------------|-------------|----------------------|
| Métropole TPM | F1 : Suivi de la qualité chimique des eaux littorales à l'échelle du périmètre du Contrat de baie : campagnes trisannuelles RINBIO-RADES | 50 000 € | 50 000 € | 50% | 25 000 € |
| Métropole TPM | F2 : Suivi de la qualité du milieu marin au droit du rejet des STEP Amphitria, AmphorA, Almanarre | 200 000 € | 200 000 € | 50% | 100 000 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F8 : Suivi de la qualité des eaux superficielles du Gapeau et de ses affluents | 50 000 € | 50 000 € | 50% | 25 000 € |
| Métropole TPM | F11 : Mise à jour du Schéma Directeur d'Assainissement de la Métropole TPM | 300 000 € | 300 000 € | 50% | 150 000 € |
| Marine nationale | F12 : Mise en place de dispositifs pour améliorer les connaissances sur les ouvrages d'assainissement de la Base navale de Toulon | 560 000 € | 560 000 € | 50% | 280 000 € |
| Université de Toulon | F47 : Etude des apports atmosphériques urbains à la Rade de Toulon | 40 000 € | 40 000 € | 50% | 20 000 € |
| Ville d'Hyères | F82 : Engagement dans la démarche de certification Port propre du port du Niel (Hyères) : réalisation de l'étude diagnostique | 15 000 € | 15 000 € | 20% | 3 000 € |
| Ville de Carqueiranne | F83 : Engagement dans la démarche de certification Port propre du port des Salettes (Carqueiranne) : réalisation de l'étude diagnostique | 25 000 € | 25 000 € | 20% | 5 000 € |
| Chambre d'Agriculture du Var | F88 : Animation d'un groupe de travail pilote avec les viticulteurs de la commune de La Londe pour réduire l'usage des produits phytosanitaires | 7 500 € | 7 500 € | 70% | 5 250 € |
| Métropole TPM | F102 : Elaboration du Schéma Directeur d'alimentation en eau potable sur le territoire métropolitain | 1 200 000 € | 1 200 000 € | 50% | 600 000 € |

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | Total aide classique |
|---|--|------------------------|--------------------------------|-------------|----------------------|
| Communauté d'Agglomération Provence Verte | F103 : Elaboration du Schéma Directeur d'eau potable de la commune de Méounes | 75 000 € | 75 000 € | 50% | 37 500 € |
| Université de Toulon | F126 : Diagnostic des réseaux d'eau potable pour localiser les débits de fuites sur le campus universitaire de La Garde et priorisation des travaux à mener | 25 000 € | 25 000 € | 50% | 12 500 € |
| Ville d'Hyères | F127 : Diagnostic des réseaux d'eau potable dans l'enceinte du port Saint-Pierre, en vue de lutter contre les fuites | 20 000 € | 20 000 € | 50% | 10 000 € |
| Métropole TPM | F133 : Etude sur le fonctionnement hydraulique des marais satellites du Salin des Pesquiers | 30 000 € | 30 000 € | 50% | 15 000 € |
| Métropole TPM | F134 : Améliorer les connaissances sur la population d'anguilles des Salins d'Hyères | 50 000 € | 50 000 € | 50% | 25 000 € |
| Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | F135 : Animation de la mise en œuvre des actions de gestion des milieux aquatiques sur le bassin versant de l'Eygoutier - Année 2024 | 45 000 € | 45 000 € | 50% | 22 500 € |
| Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | F138 : Etudes préalables à la restauration du ruisseau Saint-Joseph au niveau du stade Léo Lagrange | 80 000 € | 80 000 € | 50% | 40 000 € |
| Métropole TPM | F142 : Etude reconnexion du canal Saint-Lazare (Hyères) avec la zone humide littorale | 30 000 € | 30 000 € | 50% | 15 000 € |
| Métropole TPM | F155 : Animation et coordination du programme pluriannuel d'entretien des berges et de la ripisylve des petits côtiers toulonnais et leurs affluents (hors Eygoutier) - Année 2024 | 40 000 € | 40 000 € | 30% | 12 000 € |
| Métropole TPM | F156 : Mise en œuvre du programme d'entretien (DIG) des berges et de la ripisylve des petits côtiers toulonnais et leurs affluents (hors Eygoutier) - Année 2023 | 267 500 € | 267 500 € | 30% | 80 250 € |

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | Total aide classique |
|--|--|------------------------|--------------------------------|-------------|----------------------|
| Métropole TPM | F156 : Mise en œuvre du programme d'entretien (DIG) des berges et de la ripisylve des petits côtiers toulonnais et leurs affluents (hors Eygoutier) - Année 2024 | 267 500 € | 267 500 € | 30% | 80 250 € |
| Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | F157 : Animation et coordination du programme pluriannuel d'entretien des berges et de la ripisylve de l'Eygoutier et ses affluents - Année 2024 | 40 000 € | 40 000 € | 30% | 12 000 € |
| Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | F158 : Mise en œuvre du programme d'entretien (DIG) des berges et de la ripisylve de l'Eygoutier et ses affluents | 83 000 € | 83 000 € | 30% | 24 900 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F159 : Animation et coordination du programme pluriannuel d'entretien des berges et de la ripisylve du Gapeau et ses affluents - Année 2024 | 50 000 € | 50 000 € | 30% | 15 000 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F160 : Mise en œuvre du programme d'entretien (DIG) des berges et de la ripisylve du Gapeau et ses affluents - Année 2023 | 400 000 € | 400 000 € | 30% | 120 000 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F160 : Mise en œuvre du programme d'entretien (DIG) des berges et de la ripisylve du Gapeau et ses affluents - Année 2024 | 400 000 € | 400 000 € | 30% | 120 000 € |
| Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures | F161 : Mise en œuvre du programme d'entretien (DIG) des berges et de la ripisylve du Maravenne et ses affluents - Année 2023 | 70 000 € | 70 000 € | 30% | 21 000 € |
| Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures | F161 : Mise en œuvre du programme d'entretien (DIG) des berges et de la ripisylve du Maravenne et ses affluents - Année 2024 | 70 000 € | 70 000 € | 30% | 21 000 € |
| Métropole TPM | F162 : Création d'un guide des petits cours d'eau côtiers de la Métropole TPM à l'attention des propriétaires riverains | 10 000 € | 10 000 € | 30% | 3 000 € |
| Métropole TPM | F163 : Etude de faisabilité pour la renaturation du canal Decugis (Hyères) | 20 000 € | 20 000 € | 50% | 10 000 € |

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | Total aide classique |
|--|--|------------------------|--------------------------------|-------------|----------------------|
| Fédération de pêche du Var | F164 : Appui technique aux gestionnaires de milieux aquatiques - Année 2024 | 170 000 € | 85 000 € | 50% | 42 500 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F174 : Expérimentation pour limiter les impacts du ruissellement sur la qualité écologique du Réal Martin | 24 000 € | 24 000 € | 30% | 7 200 € |
| Conservatoire du littoral | F183 : Amélioration de la circulation hydraulique et des continuités écologiques du Salin des Pesquiers | 530 000 € | 530 000 € | 50% | 265 000 € |
| Métropole TPM | F190 : Actualisation de la cartographie des biocénoses marines sur le périmètre du Contrat de baie | 200 000 € | 200 000 € | 50% | 100 000 € |
| Conservatoire du littoral | F195 : Etude des possibilités d'affectation du DPM au Conservatoire du littoral au droit du Cap Sicié (La Seyne) | 40 000 € | 40 000 € | 50% | 20 000 € |
| Conservatoire du littoral | F196 : Etude des possibilités d'affectation du DPM au Conservatoire du littoral au droit des Vieux Salins d'Hyères | 30 000 € | 30 000 € | 50% | 15 000 € |
| Ville de La Londe | F205 : Mise en place de dispositifs écologiques pour le balisage des plages (bande des 300 m et chenaux d'accès au rivage) de la commune de La Londe | 17 000 € | 17 000 € | 50% | 8 500 € |
| Métropole TPM | F212 : Installation de nurseries artificielles dans les ports métropolitains et harmonisation des suivis écologiques | 150 000 € | 150 000 € | 50% | 75 000 € |
| Association Naturoscope | F215 : Animation et coordination des campagnes Inf'eau mer / Ecogestes Méditerranée sur le littoral du Contrat de baie (2023) | 30 000 € | 30 000 € | 50% | 15 000 € |
| Association Naturoscope | F215 : Animation et coordination des campagnes Inf'eau mer / Ecogestes Méditerranée sur le littoral du Contrat de baie (2024) | 30 000 € | 30 000 € | 50% | 15 000 € |
| Métropole TPM | F217 : Animations scolaires dans le cadre du programme pédagogique "La Rade m'a dit" (2023) | 50 000 € | 50 000 € | 50% | 25 000 € |

| Maître d'ouvrage | Libellé détaillé de l'opération | Montant de l'opération | Assiette Agence de l'opération | Taux d'aide | Total aide classique |
|--|---|------------------------|--------------------------------|-------------|----------------------|
| Métropole TPM | F217 : Animations scolaires dans le cadre du programme pédagogique "La Rade m'a dit" (2024) | 50 000 € | 50 000 € | 50% | 25 000 € |
| Association GALATHEA | F220 : Organisation annuelle du Festival GALATHEA (2023) | 75 000 € | 30 000 € | 50% | 15 000 € |
| Association GALATHEA | F220 : Organisation annuelle du Festival GALATHEA (2024) | 75 000 € | 30 000 € | 50% | 15 000 € |
| Métropole TPM | F216 : Sensibilisation des scolaires et du grand public dans les ports (2023) | 15 000 € | 15 000 € | 50% | 7 500 € |
| Métropole TPM | F216 : Sensibilisation des scolaires et du grand public dans les ports (2024) | 15 000 € | 15 000 € | 50% | 7 500 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F224 : Accompagnement des collectivités du bassin versant du Gapeau pour la transcription des dispositions du SAGE dans les documents d'urbanisme | 20 000 € | 20 000 € | 50% | 10 000 € |
| Métropole TPM | F225 : Pilotage et animation du Contrat de baie (3 ETP) + AMO | 245 000 € | 245 000 € | 50% | 122 500 € |
| Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | F226 : Animation SAGE et enjeux bassin du Gapeau et ses affluents | 65 000 € | 65 000 € | 50% | 32 500 € |
| Métropole TPM | F227 : Développement d'outils de communication interne pour faire vivre le réseau d'acteurs | 2 000 € | 2 000 € | 50% | 1 000 € |
| Métropole TPM | F232 : Développement d'outils de communication externe pour faire connaître la démarche | 10 001 € | 10 001 € | 50% | 5 001 € |
| Métropole TPM | F233 : Organisation d'un événement annuel autour de la "Fête du [cours d'eau] : de la source à la mer" (2023) | 10 001 € | 10 001 € | 50% | 5 001 € |
| Métropole TPM | F233 : Organisation d'un événement annuel autour de la "Fête du [cours d'eau] : de la source à la mer" (2024) | 10 001 € | 10 001 € | 50% | 5 001 € |
| Total aides classiques | | 6 386 503 € | 6 208 503 € | | 2 749 352 € |

Ce projet d'engagement de l'Agence de l'eau RMC dans le cadre du Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'or (2023-2027) reste soumis à la validation de la Commission des Aides du 6 avril 2023.

6.2 L'ENGAGEMENT DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à :

- **Soutenir financièrement** les opérations concourant à la réalisation des objectifs du Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'or [2023-2027] qui sont conformes à sa politique d'intervention et suivant ses critères d'attribution.

Les plans de financement des actions du présent Contrat de baie sont prévisionnels. Les taux et les montants d'aides seront définitivement arrêtés au vu des demandes présentées par les maîtres d'ouvrage au titre de chaque projet. Elles seront subordonnées à l'ouverture des moyens financiers correspondants et sous réserve de la participation effective des autres financeurs, telle qu'annoncée dans le plan de financement.

Dans le cas d'une évolution de ses politiques d'intervention, la Région informera les maîtres d'ouvrage concernés et la structure porteuse.

- **Apporter un soutien technique et méthodologique** aux maîtres d'ouvrage concernés ainsi qu'à la structure porteuse ;
- Participer aux instances de suivi et de mise en œuvre du contrat.

6.3 L'ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT DU VAR

Le Conseil Départemental du Var valide les objectifs du Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'or [2023-2027] et s'engage à le soutenir techniquement et financièrement dans la limite des règlements d'intervention en vigueur au moment de l'octroi de l'aide et dans le cadre des aides aux communes et aux associations.

Les aides resteront subordonnées à l'ouverture des moyens financiers correspondants et au contenu des dossiers de demande de financement des maîtres d'ouvrage, projet par projet.

Le Département s'engage à :

- Participer aux instances de suivi et de mise en œuvre du contrat,
- Apporter un soutien technique et méthodologique à la structure porteuse grâce à l'appui de ses services (Service ingénierie territoriale).

Cet engagement reste subordonné à l'évolution des politiques sectorielles décidées par l'Assemblée Départementale et aux disponibilités financières et inscriptions budgétaires définies annuellement par son assemblée délibérante.

ARTICLE 7 : L'ENGAGEMENT DES MAÎTRES D'OUVRAGE

Les maîtres d'ouvrage valident les enjeux et objectifs du Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or [2023-2027] et s'engagent à :

- Réaliser les opérations dans les conditions prévues au Contrat pendant sa durée et en respectant le calendrier prévisionnel ;
- Associer/transmettre à la structure porteuse toute information relative aux opérations prévues au Contrat de baie et aux opérations non prévues mais contribuant néanmoins à ses objectifs ou impactant son déroulement ;
- Participer aux instances de suivi du Contrat : Comité de baie et/ou commissions de travail ;
- Fournir à la structure porteuse les informations nécessaires à la mise à jour des indicateurs de suivi de leurs actions ;
- Transmettre à la structure porteuse les livrables et données acquises ainsi que les éléments financiers nécessaires au bilan comptable du Contrat ;
- Solliciter individuellement chacun des financeurs pour leur demande de subvention et à répondre aux engagements spécifiques associés ;
- Respecter les règles de publicité relatives aux aides attribuées au titre du Contrat de baie pour la réalisation des actions en mentionnant par exemple sur les supports d'exécution de l'opération ou les supports d'information / communication, l'origine des financements (logos) ;
- Apposer le logo du Contrat de baie sur tout document de communication produit dans le cadre de la mise en œuvre des actions dont ils ont la responsabilité au titre du Contrat de baie.

ARTICLE 8 : L'ENGAGEMENT DE LA STRUCTURE PORTEUSE

La mise en œuvre opérationnelle du Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'or [2023-2027], comprenant les missions d'animation et de coordination, est assurée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, structure porteuse du Contrat.

A ce titre, elle s'engage à assurer :

- Le suivi et le pilotage du Contrat de baie, ainsi que la coordination entre tous les partenaires ;
- L'animation de la concertation auprès des acteurs locaux pour contribuer à l'atteinte des objectifs visés à l'article 2 du présent Contrat ;
- La mise en œuvre administrative et technique du Contrat de baie, en particulier :
 - Le secrétariat technique et administratif des instances du Contrat (Comité de baie, Comité technique et financier, Conseil scientifique) ;
 - L'élaboration et la mise à jour régulière du tableau de bord de suivi des opérations du Contrat ainsi que l'élaboration des différents bilans (bilans annuels, bilan final) ;
 - La présentation annuelle de l'état d'avancement du Contrat aux membres du Comité de baie.
- Le lancement et le pilotage des études visant l'amélioration des connaissances générales à l'échelle du Contrat de baie (nouvelle cartographie des biocénoses marines, élaboration du Schéma Territorial de Restauration Ecologique, étude de cadrage sur la contamination chimique des sédiments de la Rade d'Hyères, étude sur l'évaluation des flux de pollution issus des cours d'eau vers la Rade d'Hyères, élaboration du cahier territorial "Le territoire du Contrat de baie face aux défis du changement climatique », ...).
- La cohérence et la complémentarité entre le Contrat de baie et les autres démarches du territoire en lien avec les thématiques abordées (SAGE Gapeau, Charte du Parc national de Port-Cros, Opération Grand Site « Presqu'île de Giens et Salins d'Hyères », Documents d'objectifs des sites Natura 2000 mixtes ou majoritairement marins présents sur le territoire du Contrat de baie, démarche SMILO sur l'île de Porquerolles, volet littoral et maritime du SCoT Provence Méditerranée, PAPI Petits côtiers toulonnais, PAPI Gapeau et PAPI Côtiers des Maures, PCAET de la Métropole Toulon Provence Méditerranée).

ARTICLE 9 : EVALUATION DU CONTRAT

Plusieurs types d'indicateurs permettront d'évaluer la démarche et la performance de mise en œuvre :

- **Des indicateurs d'avancement opérationnel**, de manière à apprécier la dynamique de mise en œuvre du Contrat de baie (par enjeu et tous enjeux confondus) ;
- **Des indicateurs d'adhésion à la démarche**, en mesurant par exemple le retour d'informations des maîtres d'ouvrage vis-à-vis du secrétariat du Comité de baie.
- **Des indicateurs techniques de suivi opérationnel**, pour vérifier l'avancement du Contrat par rapport à la programmation prévisionnelle. Il s'agira notamment d'évaluer :
 - Le linéaire de réseaux d'assainissement réhabilités pour lutter contre les intrusions d'eaux claires parasites dans les systèmes d'assainissement : l'objectif prévisionnel de la première phase du Contrat de baie est ambitieux et concerne la réhabilitation de 11 811 mètres linéaires sur l'ensemble des systèmes d'assainissement identifiés dans la programmation (AmphorA, Amphitria, Almanarre, La Crau, Méounes, Borrels, Cuers, Pierrefeu, Puget Ville, La Londe et la Marine nationale-Ile du Levant).
 - Le nombre de stations d'épuration mises en conformité : la programmation de la première phase prévoit le lancement des travaux de construction de trois nouvelles stations d'épuration, l'une sur le continent et jugée prioritaire par le SDAGE (Méounes) et les deux autres situées sur les îles de Porquerolles et du Levant. Si ces deux dernières ne sont pas jugées prioritaires dans le SDAGE, elles le sont pour le territoire et pour le niveau d'excellence imposé par la présence du Parc national de Port-Cros.
 - Le nombre d'exploitations agricoles converties en agriculture biologique sur le territoire du Contrat de baie grâce à l'animation territoriale mise en œuvre ;
 - Le suivi des établissements à caractère industriel déjà audités dans le cadre de la période précédente : la programmation 2023-2024 prévoit 40 visites supplémentaires en 2023-2024 auprès des établissements déjà audités et 40 accompagnements (hors visites) pour obtenir la régularisation des établissements ;

- Le nombre de diagnostics effectués sur les sites prioritaires émetteurs de toxiques (services techniques des collectivités, entreprises et Centres d'Incendie et de Secours) : la programmation 2023-2024 prévoit 70 diagnostics sur le territoire métropolitain ;
- Le nombre de régularisations effectuées au niveau des sites prioritaires émetteurs de toxiques (services techniques de collectivités, entreprises et Centres d'Incendie et de Secours) : la programmation 2023-2024 prévoit 30 régularisations de site (travaux de mise en conformité ou aménagements internes ou mise en œuvre de bonnes pratiques) et 30 régularisations administratives (délivrance de l'autorisation de rejet) ;
- Le volume d'eau économisé grâce aux travaux menés sur les réseaux d'eau potable des collectivités afin de lutter contre les fuites et ainsi diminuer les pressions de prélèvements sur les ressources en eau déficitaires du territoire (Caramy / Issole et Gapeau principalement) : la programmation 2023-2024 prévoit une économie de 106 000 m³ d'eau par an sur l'ensemble des travaux identifiés dans le plan d'actions de la phase 1 du Contrat ;
- La superficie de sols bétonnés qui feront l'objet d'une désimperméabilisation / végétalisation : la programmation 2023-2024 prévoit la désimperméabilisation et végétalisation de 25 455 m² de sols, répartis sur l'ensemble des projets inscrits à la première phase ;
- Le linéaire de cours d'eau restauré : la programmation 2023-2024 prévoit la renaturation ou les restaurations morphologiques de cours d'eau, en particulier sur l'Eygoutier et le Gapeau ;
- Le nombre de seuils aménagés ou supprimés pour favoriser la restauration de la continuité écologique : la programmation 2023-2024 prévoit l'intervention du 6 ouvrages hydrauliques (barrage anti-sel, seuil de La Clapière classé en liste 2 + 4 seuils sur le Meige Pan, identifiés dans le programme de mesures du SDAGE 2022-2027) ;
- La surface de zones humides acquises en vue de leur préservation et de leur restauration (Marais de l'Estagnol, zones annexes du Plan de La Garde, zones périphériques des Salins d'Hyères, annexes du cours d'eau de La Sauvette) ;

- La surface d'herbier de posidonies protégée sur les secteurs les plus fréquentés grâce à l'organisation des mouillages : la programmation 2023-2024 prévoit une première phase d'aménagements sur la face Nord de l'île de Porquerolles ;
 - Le nombre de sites jugés prioritaires dans le PAOT / PAMM pour l'organisation des mouillages : la programmation 2023-2024 prévoit de mener des études de faisabilité sur 7 sites identifiés comme prioritaires (1 site au Sud du port Saint-Pierre, 1 site au niveau du port de l'Ayguade du Levant, 1 site entre la Madrague de Giens et le secteur des Barques et 4 sites sur le littoral de la commune de Bormes).
- **Des indicateurs de suivi environnementaux** pour apprécier l'évolution de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, au regard des actions mises en œuvre via le Contrat de baie. Pour cela, un tableau de bord de suivi environnemental sera construit dès le démarrage du Contrat avec l'appui du Conseil Scientifique.

ARTICLE 10 : FIN DU CONTRAT ET RESILIATION

Le Contrat de baie de de la Rade de Toulon et des Iles d'or [2023-2027] s'arrêtera au terme indiqué, soit la date du 31 décembre 2027, sauf prorogation.

En cas de dysfonctionnement grave entre les différents signataires, la résiliation du présent Contrat pourra être prononcée. Dans ce cas, un exposé des motifs sera communiqué par un ou plusieurs signataires auprès du Comité de baie afin de l'en tenir informé. La décision de résiliation précisera le cas échéant, sous forme d'avenant, les conditions d'achèvement des opérations ayant connu un commencement d'exécution.

Fait à Toulon, le **XX** juin 2023.

Signatures

| | |
|---|--|
| <p>Le Préfet maritime de la Méditerranée et Commandant de l'arrondissement maritime Méditerranée, <i>Le Vice-Amiral d'Escadre Gilles BOIDEVEZI</i></p> | <p>Le Préfet du Var, <i>M. Evence RICHARD</i></p> |
| <p>Le Président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, <i>M. Renaud MUSELIER</i></p> | <p>Le Président du Département du Var, <i>M. Jean-Louis MASSON</i></p> |
| <p>Le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, <i>M. Laurent ROY</i></p> | <p>Le Président du Comité de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'or</p> |
| <p>Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, <i>M. Hubert FALCO</i></p> | <p>Le Président de la Communauté d'Agglomération Provence Verte, <i>M. Didier BREMOND</i></p> |

| | |
|---|---|
| <p>La Présidente de la Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume Mme Blandine MONIER</p> | <p>Le Président de la Communauté de communes Méditerranée Porte des Maures M. François DE CANSON</p> |
| <p>Le Président de la Communauté de communes de la Vallée du Gapeau, M. André GARRON</p> | <p>Le Président de la Communauté de communes Cœur du Var, M. Yannick SIMON</p> |
| <p>Le Maire de la commune de Toulon, M. Hubert FALCO</p> | <p>Le Maire de la commune La Seyne-sur-mer, Mme Nathalie BICAIS</p> |
| <p>Le Maire de la commune de Six-Fours-les-plages, M. Jean-Sébastien VIALATTE</p> | <p>Le Maire de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer, M. Gilles VINCENT</p> |
| <p>Le Maire de la commune d'Ollioules M. Robert BENEVENTI</p> | <p>Le Maire de la commune du Revest-les-eaux M. Ange MUSSO</p> |

| | |
|--|---|
| <p>Le Maire de la commune de La Garde Mme Hélène BILL</p> | <p>Le Maire de la commune du Pradet M. Hervé STASSINOS</p> |
| <p>Le Maire de la commune de Carqueiranne M. Arnaud LATIL</p> | <p>Le Maire de la commune d'Hyères-les-palmiers M. Jean-Pierre GIRAN</p> |
| <p>Le Maire de la commune de La Crau, M. Christian SIMON</p> | <p>Le Maire de la commune de La Valette, M. Thierry ALBERTINI</p> |
| <p>Le Maire de la commune de La Londe-les-Maures, M. François DE CANSON</p> | <p>Le Maire de la commune de Bormes-les-mimosas, M. François ARIZZI</p> |
| <p>Le Maire de la commune de La Farlède, M. Yves PALMIERI</p> | <p>Le Maire de la commune de Solliès-pont M. André GARRON</p> |

| | |
|--|--|
| <p>Le Maire de la commune de Solliès-ville, M. Nicolas GERARDIN</p> | <p>Le Maire de la commune de Solliès-toucas, M. Jérémie FABRE</p> |
| <p>Le Maire de la commune de Belgentier, M. Bruno AYCARD</p> | <p>Le Maire de la commune de Méounes-les-Montrieux, M. Jean-Martin GUISIANO</p> |
| <p>Le Maire de la commune de Signes, Mme Hélène VERDUYN</p> | <p>Le Maire d'Evenos, Mme Blandine MONIER</p> |
| <p>Le Maire de la commune de Cuers, M. Bernard MOUTTET</p> | <p>Le Maire de la commune de Puget-ville, Mme Catherine ALTARE</p> |
| <p>Le Maire de la commune de Pierrefeu, M. Patrick MARTINELLI</p> | <p>Le Maire de la commune de Carnoules, M. Christian DAVID</p> |
| <p>Le Maire de la commune de Collobrières, Mme Christine AMRANE</p> | <p>Le Maire de la commune de Pignans, M. Fernand BRUN</p> |

| | |
|--|---|
| <p>Le Président du Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau M. Patrick MARTINELLI</p> | <p>Le Président du Syndicat de Gestion de l'Eygoutier, M. Christian SIMON</p> |
| <p>Le Président du Syndicat mixte SCoT Provence Méditerranée, M. Robert BENEVENTI</p> | <p>Le Président de l'Agence d'Urbanisme de l'Aire Toulonnaise M. Thierry ALBERTINI</p> |
| <p>Le Président du Parc naturel régional Sainte-Baume M. Michel GROS</p> | <p>Le Président Du Conseil Scientifique du Contrat de baie, M. Georges OLIVARI</p> |
| <p>Le Directeur du Parc national de Port-Cros, M. Marc DUNCOMBE</p> | <p>Le Délégué régional du Conservatoire du littoral, M. François FOUCHIER</p> |
| <p>Le Directeur du Centre Méditerranée de l'IFREMER, M. Vincent RIGAUD</p> | <p>Le Président de l'Université de Toulon,</p> |

| | |
|--|---|
| <p>Le Président du Pôle Mer Méditerranée, <i>M. Laurent MOSER</i></p> | <p>Le Président de la Fédération du Var pour la pêche et la protection du milieu aquatique, <i>M. Louis FONTICELLI</i></p> |
| <p>Le Directeur de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique Cuers - Pierrefeu, <i>M. Nicolas FRAGER</i></p> | <p>Le Président de l'association NATUROSCOPE, <i>M. TEILLET ou M. CRISPI ou M. CEPLEANU</i></p> |
| <p>La Présidente de l'association CIETM <i>Mme Geneviève BELLEUVRE</i></p> | <p>Le Président de la Fédération MART <i>M. André TREDE</i></p> |
| <p>Le Président de l'association GALATHEA, <i>M. Yann VALTON</i></p> | <p>Le Président de l'association MIRACETI <i>Par délégation, Mme Hélène LABACH</i></p> |
| <p>Le Président de l'association LES RESSOURCES SOUS-MARINES <i>M. Claude DI DOMENICO</i></p> | |

ANNEXE 1 : LE PROGRAMME D' ACTIONS

CONTRAT DE BAIE DE LA RADE DE TOULON ET DES ILES D'OR [2023-2027]
 Programme d'actions - **DOCUMENT validé par le Comité de baie en date du 14 décembre 2022**

Code couleur :

ENGAGEMENT AGENCE DE L'EAU (contractualisation au titre du Contrat de baie) :

- Opérations faisant l'objet d'une garantie de taux de l'AERMC au titre du Contrat de baie
- Opérations faisant l'objet d'une aide exceptionnelle de l'AERMC au titre du Contrat de baie
- Opérations faisant l'objet d'une majoration de taux de l'AERMC au titre du Contrat de baie
- Opérations faisant l'objet d'une aide classique de l'AERMC

Autres :

- Opération faisant l'objet d'une avance remboursable de l'AERMC

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|--|--|---|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|--|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| A. REDUIRE LES POLLUTIONS POUR AMELIORER LA QUALITE DES EAUX | | | | | | | | | | | | | | | | |
| A1. DEVELOPPER DES RESEAUX DE SUIVIS PERENNES DE LA QUALITE DES EAUX SUR LE TERRITOIRE DU CONTRAT DE BAIE | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Suivi de la qualité du milieu marin</i> | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | Métropole TPM | Suivi de la qualité chimique des eaux littorales à l'échelle du périmètre du Contrat de baie : campagnes trisannuelles RINBIO-RADES | X | X | 2024 | Toutes les masses d'eau côtières | | | 50 000 | 50 000 | 50% | 25 000 | | | | |
| 2 | Métropole TPM | Suivi de la qualité du milieu marin au droit du rejet des STEP AmphitriA, AmphorA, Almanarre | X | X | 2024 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | | 200 000 | 200 000 | 50% | 100 000 | | | | |
| 3 | Ville de La Londe | Suivi de la qualité du milieu marin au droit du rejet de la STEP des Bormettes | X | X | 2023 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | | Coût inclus dans la DSP | | | | | | | |
| 4 | Métropole TPM | Suivi de la qualité des eaux portuaires au droit du rejet des aires de carénage des ports métropolitains | X | X | 2023 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou Cap Cépet - Cap de Carqueiranne Iles d'Hyères | | | 4 000 | | non éligible | | | | | |
| 5 | Ville d'Hyères | Suivi de la qualité des eaux portuaires au droit du rejet de l'aire de carénage du port Saint-Pierre | X | X | 2023 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | | 5 200 | | non éligible | | | | | |
| 6 | Métropole TPM | Poursuite du suivi sanitaire de la qualité des eaux de baignade sur le littoral métropolitain et campagnes d'investigations sur les sites sensibles | X | X | 2023 | Toutes les masses d'eau côtières | | | 280 000 | | non éligible | | | | | |
| 7 | Métropole TPM | Poursuite du suivi microbiologique de la baie du Lazaret et campagnes d'investigations | X | | 2023 | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | | 120 000 | | non éligible | | | | | |
| <i>Suivi de la qualité des cours d'eau</i> | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Suivi de la qualité des eaux superficielles du Gapeau et de ses affluents | X | X | 2024 | Toutes les masses d'eau superficielles du BV Gapeau | | | 50 000 | 50 000 | 50% | 25 000 | | 30% | | |
| <i>Suivi de la qualité des zones humides</i> | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | Métropole TPM | Suivi de la qualité des eaux et des sédiments des Salins d'Hyères | X | X | 2023 2024 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | | 50 000 | | | | | | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|--|---|--|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|---|--|--------------------|--|----------------------------------|---|--|---|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| Suivi de la qualité des eaux souterraines | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 | PNR Sainte-Baume | Mise en place un réseau de suivi (quantitatif et qualitatif) des masses d'eau souterraines stratégiques de la Sainte-Baume (Siou-Blanc, massif de l'Agnis, Issole Caramy) | X | X | 2023 | Massifs calcaires de la Sainte-Baume, du Mont Aurélien et Agnis | | | 36 100 | 36 100 | Garantie de taux 70% | 25 270 | Année d'engagement 2023 | | | |
| SOUS-TOTAL A.1 Développer des réseaux de suivi pérennes : | | | | | | | | | 795 300 | | | 175 270 | | | | |
| A2. REDUIRE LES POLLUTIONS MICROBIOLOGIQUES | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Améliorer les connaissances sur les ouvrages et leur fonctionnement, en lien avec l'adaptation au changement climatique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11 | Métropole TPM | Mise à jour du Schéma Directeur d'Assainissement de la Métropole TPM | X | | 2023 | Aval du Las Amont du Las L'Eygoutier Ruisseau Saint-Joseph Ruisseau Le Roubaud Toutes les masses d'eau côtières | | M028-MED1a | 300 000 | 300 000 | 50% | 150 000 | | | | |
| 12 | Marine nationale | Mise en place de dispositifs pour améliorer les connaissances sur les ouvrages d'assainissement de la Base navale de Toulon | X | | 2023 | | | | 560 000 | 560 000 | 50% | 280 000 | | | | |
| Poursuivre les actions de résorption des dysfonctionnements des systèmes d'assainissement par temps de pluie | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Construire et optimiser le fonctionnement des stations d'épuration | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 13 | Communauté d'Agglomération Provence verte | Construction de la nouvelle station d'épuration de la commune de Méounes | X | | 2023 | Gapeau de la source au rau de Vigner Fer | | ASS0402 | 2 500 000 | 780 592 | Garantie de taux 50% | 390 296 | Année d'engagement 2023 | | | |
| 14 | Métropole TPM | Construction d'une unité de production et de valorisation du biogaz à la station d'épuration de l'Almanarre | X | X | 2024 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou | | | 4 320 000 | 4 320 000 | Avance remboursable 50% | 2 160 000 | | | | |
| 15 | Métropole TPM | Travaux de construction de la nouvelle station d'épuration de l'île de Porquerolles | X | X | 2024 | Iles d'Hyères | | | 7 700 000 | 712 098 | Aide exceptionnelle 30% | 213 629 | Année d'engagement 2024 + lancement STERE | | | |
| 16 | Marine nationale | Travaux de construction de la station d'épuration sur la partie militaire de l'île du Levant | X | X | 2023 | Iles d'Hyères | | | 1 310 000 | | non éligible | | | | | |
| Lutter contre les intrusions d'eaux claires parasites | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Système d'assainissement métropolitain (AmphitriA, AmphorA, Almanarre) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 17 | Université de Toulon | Diagnostic des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les intrusions d'eaux claires parasites sur le campus universitaire de La Garde et priorisation des travaux à mener (système d'assainissement AmphorA Toulon Est) | X | | 2023 | L'Eygoutier | | ASS0302 | 25 000 | 25 000 | Garantie de taux 50% | 12 500 | Année d'engagement 2023 | | | |
| 18 | Métropole TPM | Restructuration du réseau d'assainissement collectif des quartiers Moutonne / Gavary à La Crau | X | | 2023 | L'Eygoutier | | ASS0302 | 3 700 000 | | déjà financé hors Contrat de baie (2023-2027) | | | | | |
| 19 | Métropole TPM | Travaux de renouvellement ou de réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les intrusions d'eaux claires parasites sur le système d'assainissement métropolitain AmphorA | X | | 2023 2024 | L'Eygoutier | | ASS0302 | 1 500 000 | 525 000 | Garantie de taux 50% | 262 500 | Année d'engagement | | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|---|---|--|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|--|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|--|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| 20 | Métropole TPM | Travaux de renouvellement ou de réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les intrusions d'eaux claires parasites sur le système d'assainissement métropolitain AmphitriA | X | | 2023 2024 | | | | 4 000 000 | | contacter l'Agence | | | | | |
| 21 | Métropole TPM | Travaux de renouvellement ou de réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les intrusions d'eaux claires parasites sur le système d'assainissement métropolitain Almanarre | X | | 2023 2024 | | | | 2 000 000 | | contacter l'Agence | | | | | |
| 22 | Marine nationale | Travaux de rénovation des réseaux d'eaux usées au sein du PEM Saint-Mandrier pour lutter contre les entrées d'eaux parasites (système d'assainissement AmphitriA) | X | | | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | | 5 700 000 | | pas de demande | | | | | |
| 23 | Marine nationale | Travaux de rénovation des réseaux d'eaux usées au sein de la Base navale de Toulon pour lutter contre les entrées d'eaux parasites (système d'assainissement AmphitriA) | X | X | 2023 | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | | 1 200 000 | | pas de demande | | | | | |
| Système d'assainissement BV Gapeau | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 24 | Métropole TPM | Travaux de renouvellement ou de réhabilitation des réseaux d'eaux usées pour lutter contre les intrusions d'eaux claires parasites sur la commune de La Crau (système d'assainissement de la Vallée du Gapeau) | X | | 2023 2024 | | | | 500 000 | | contacter l'Agence | | | | | |
| 25 | Communauté d'Agglomération Provence Verte | Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de Méounes pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | X | | 2023 | Le Gapeau de la source au rau de Vigne Fer | ASS0302 | | 458 500 | 458 500 | Garantie de taux 50% | 229 250 | Année d'engagement 2023 | | | |
| 26 | Métropole TPM | Création d'un système d'assainissement collectif sur les hameaux des Borrels à Hyères | X | | 2024 | Vallon des Borrels | | | 1 100 000 | 510 250 | Aide exceptionnelle 30% | 153 075 | Année d'engagement 2024 + OS < 31/12/2024 du SD AEP métropolitain | | | |
| 27 | Ville de Cuers | Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de Cuers pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | X | | 2024 | Le Meige Pan | ASS0302 | | 250 000 | 215 250 | Garantie de taux 50% | 107 625 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 28 | Ville de Pierrefeu | Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de Pierrefeu pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | X | | 2023 | Réal Martin et Réal Collobrier | | | 99 807 | | contacter l'Agence | | | | | |
| 29 | Ville de Pierrefeu | Travaux de raccordement des hameaux des Vidaux, La Portanière, Saint-Jean et la Tuilière au réseau d'assainissement collectif de la commune de Pierrefeu | X | | 2023 | Réal Martin et Réal Collobrier | | | 1 115 000 | 897 250 | Aide exceptionnelle 30% | 269 175 | Année d'engagement 2023 + Lancement étude d'identification du potentiel de végétalisation des cours d'écoles sur le territoire métropolitain | | | |
| 30 | Ville de Puget-ville | Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de Puget-ville pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | X | X | 2023 | Ruisseau Le Merlançon | ASS0302 | | 247 800 | 247 800 | Garantie de taux 50% | 123 900 | Année d'engagement 2023 | | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|--|--|--|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|---|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|---|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| 31 | Ville de Carnoules | Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de Carnoules pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | | X | | Ruisseau de Carnoules | ASS0302 | | | | | | | | | |
| 32 | Ville de Pignans | Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de Pignans pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | X | | 2023 | Réal Martin et Réal Collobrier | ASS0302 | | 116 800 | | contacter l'Agence | | | | | |
| 33 | Ville de Collobrières | Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de Collobrières pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | X | | 2024 | Réal Martin et Réal Collobrier | ASS0302 | | 300 000 | 210 000 | Garantie de taux 50% | 105 000 | Année d'engagement 2024 | | | |
| Système d'assainissement BV Maravenne | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 34 | Ville de La Londe | Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement de la commune de La Londe pour lutter contre les entrées d'eaux claires parasites | X | | 2023 | Maravenne Torrent Le Pansard Vallon de Tamary | | | 273 000 | | contacter l'Agence | | | | | |
| Systèmes d'assainissement insulaires | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 35 | Marine nationale | Travaux de rénovation réseau de collecte sur la partie militaire de l'île du Levant | X | | 2023 | Iles d'Hyères | | | 3 725 000 | 770 000 | Aide exceptionnelle 30% | 231 000 | Année d'engagement 2023 + lancement action n°12 | | | |
| Réduire les pollutions liées à l'assainissement non collectif | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prioriser les interventions sur les ANC (diagnostic / contrôle / travaux de mise en conformité) au niveau des sites à enjeux (sanitaire : PPR captages prioritaires / économique : Baie du Lazaret / environnemental : cours d'eau, territoires insulaires) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 36 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Animation du groupe de travail inter-SPANC sur le bassin versant du Gapeau | X | X | 2023 | | | | En interne | | non éligible | | | | | |
| 37 | Ville de La Londe | Diagnostic des installations d'assainissement non-collectif et étude de faisabilité sur le hameau de Notre Dame des Maures | X | | 2023 | Le Pansard | | | 16 000 | | non éligible | | | | | |
| Réduire les pollutions microbiologiques liées aux activités de plaisance | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 38 | Marine nationale | Création d'un réseau de collecte des eaux grises et des eaux noires des chasseurs de mines | X | | 2023 | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | | 175 000 | | contacter l'Agence | | | contacter la Région | | |
| Garantir la sécurité sanitaire de la baignade et de la conchyliculture | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Améliorer les connaissances sur les sources de pollution et le fonctionnement des sites sensibles | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 39 | Métropole TPM | Analyse des données de suivi de la qualité des eaux de baignade depuis 2006 (travail universitaire) | X | | 2023 ou 2024 | Toutes les masses d'eau côtières | | | 5 000 | | non éligible | | | | | |
| 40 | Métropole TPM | Analyse des données de suivi de la qualité des eaux de la baie du Lazaret depuis 2015 (travail universitaire) | X | | 2023 ou 2024 | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | | 5 000 | | non éligible | | | | | |
| SOUS-TOTAL A.2 Réduire les pollutions microbiologiques : | | | | | | | | | 43 201 907 | | | 4 687 950 | | | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|---|---|--|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|--|--------------------|--|----------------------------------|------------------------------------|--|--|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| 54 | Métropole TPM | Evaluation globale des flux de pollution issus du bassin versant de la Rade d'Hyères vers le milieu naturel (synthèse) (travail universitaire) | | X | | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | | | | | | | | | |
| Désimpermeabiliser les sols pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 55 | AIA Cuers-Pierrefeu | Etude de réduction du ruissellement et des possibilités de désimpermeabilisation sur le site de l'AIA-CP | X | | 2024 | Ruisseau Le Farembert | | | 20 000 | 20 000 | Aide classique 50% Majoration +20% | 10 000 4 000 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 56 | Métropole TPM / AUDAT | Etude des potentiels de végétalisation des cours d'école de la Métropole TPM | X | | 2023 | | | | 13 715 | | | | | | | ARS (80%) |
| 57 | Ville de La Seyne | Désimpermeabilisation et végétalisation des cours de récréation du groupe scolaire Victor Hugo sur la commune de La Seyne | X | | 2023 | | | | 440 000 | 220 000 | Garantie de taux 70% | 154 000 | Année d'engagement 2023 | | | |
| 58 | Ville de Toulon | Travaux de désimpermeabilisation / végétalisation sur la commune de Toulon : cours d'écoles | X | | 2023 2024 | | | | 410 000 | 302 500 | Garantie de taux 70% | 211 750 | Année d'engagement 2023 ou 2024 selon les écoles | | | |
| 59 | Ville de la Garde | Désimpermeabilisation et végétalisation de la cour d'école élémentaire Maurice Delplace sur la commune de La Garde | X | | 2024 | | | | 200 000 | 150 000 | Garantie de taux 70% | 105 000 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 60 | Ville de la Garde | Renaturation du parking de La Poste et création du Parc urbain "Accusano" (La Garde) | X | | 2024 | | | | 1 475 820 | 328 000 | Aide classique 50% Majoration +20% | 164 000 65 600 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 61 | Ville du Pradet | Désimpermeabilisation et végétalisation des cours de récréation du groupe scolaire Charles Sandro sur la commune du Pradet | X | | 2024 | | | | 210 000 | 180 000 | Garantie de taux 70% | 126 000 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 62 | Ville de Carqueiranne | Désimpermeabilisation et végétalisation des cours d'écoles maternelle et élémentaires de la commune de Carqueiranne | X | X | 2023 | | | | 596 000 | 380 000 | Garantie de taux 70% | 266 000 | Année d'engagement 2023 | | | |
| 63 | Métropole TPM | Désimpermeabilisation des accôttements de voiries dans le quartier du port d'Hyères | X | | 2024 | | | | 295 500 | 84 000 | Aide classique 50% Majoration +20% | 42 000 16 800 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 64 | Ville de Puget-ville | Désimpermeabilisation et végétalisation des cours d'écoles de la commune de Puget-ville | X | | 2024 | | | | 400 000 | 152 000 | Garantie de taux 70% | 106 400 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 65 | Ville de Puget-ville | Désimpermeabilisation de la rue de la Libération sur la commune de Puget-ville | X | | 2023 | | | | 450 000 | 120 000 | Aide classique 50% Majoration +20% | 60 000 24 000 | Année d'engagement 2023 | | | |
| 66 | Université de Toulon | Maîtrise d'œuvre préalable aux travaux de désimpermeabilisation / renaturation sur le campus universitaire de La Garde | X | | 2023 | | | | 250 000 | 250 000 | Garantie de taux 70% | 175 000 | Année d'engagement 2023 | | | |
| Réduire les pollutions chimiques à caractère industriel | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 67 | Métropole TPM | Poursuivre l'opération collective de réduction des pollutions toxiques dispersées (Pro'baie) sur le territoire de la Métropole TPM | X | X | 2023 2024 | | | IND0901 | M032-MED1a | 230 000 | 230 000 | Garantie de taux 50% | 115 000 | Année d'engagement | | |
| 68 | Chambre de Commerce et d'Industrie du Var | | X | X | 2023 2024 | | | IND0901 | M032-MED1a | 95 000 | 95 000 | Garantie de taux 50% | 47 500 | Année d'engagement | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|---|-----------------------|---|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|---|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| 69 | Entreprises privées | Poursuivre l'opération collective Pro'baie sur le territoire de la Métropole : travaux de mise en conformité des dispositifs de prétraitement des effluents industriels | X | X | 2023 2024 | | IND0901 | M032-MED1a | 1 500 000 | 1 500 000 | Garantie de taux 40% | 600 000 | Année d'engagement | | | |
| 70 | Métropole TPM | Favoriser le déploiement de l'opération Pro'baie sur le reste du territoire du Contrat de baie : organiser un RETEX de la Métropole TPM vers les autres collectivités | X | | 2023 | | | | Inclus dans le poste d'animation | | | | | | | |
| 71 | Ville de La Londe | Mise en œuvre du plan d'actions issu du diagnostic RSDE pour réduire les substances dangereuses dans les réseaux d'assainissement de la commune | X | | 2023 2024 | Maravenne Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | IND0901 | M032-MED1a | 150 000 | 150 000 | Garantie de taux 50% | 75 000 | Année d'engagement | | | |
| 72 | AIA Cuers-Pierrefeu | Traitement des eaux de ruissellement des sols au niveau des aires de points fixe de l'AIA Cuers-Pierrefeu | X | | 2023 | Ruisseau Le Farembert | | | 25 000 | | non éligible | | | | | |
| 73 | AIA Cuers-Pierrefeu | Dépollution des sols au niveau de l'ancien parc à ferrailles sur le site de l'AIA Cuers-Pierrefeu | X | X | 2023 | Formations gréseuses et marno-calcaires de l'avant-pays provençal | | | 40 000 | | non éligible | | | | | |
| 74 | Marine nationale | Limitation des rejets de résidus médicamenteux au sein de l'HIA Sainte-Anne | X | | 2024 | | | | 1 670 | | non éligible | | | | | |
| Réduire les pollutions chimiques d'origine portuaire | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Optimiser la gestion environnementale portuaire | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 75 | Métropole TPM | Finalisation du guide méthodologique environnemental relatif aux opérations de dragage et travaux maritimes dans la Rade de Toulon | X | | 2024 | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | M014-NAT2 | 25 000 | | non éligible | | | 20% | | |
| 76 | Métropole TPM | Site portuaire Formes et Cales : travaux de traitement des eaux de ruissellement au niveau des terres-pleins et création d'un point propre | X | | 2023 | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | | 46 000 | 46 000 | Garantie de taux 40% | 18 400 | Année d'engagement 2023 | 20% | | |
| 77 | Métropole TPM | Site portuaire Quai d'Armement : travaux de traitement des eaux de ruissellement au niveau des terres-pleins | | X | | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | | | | | | | 20% | | |
| 78 | Métropole TPM | Port de Saint-Elme : création d'un point propre | X | | 2024 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou | | | 135 000 | 135 000 | Garantie de taux 40% | 54 000 | Année d'engagement 2024 | 20% | | |
| 79 | Marine nationale | Club nautique de la Marine : vers l'obtention de la certification Port propre | X | | 2023 | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | | 15 000 | | contacter l'Agence | | | | | |
| 80 | Ville d'Hyères | Audit de certification "Port propre" du Port Saint-Pierre (Hyères) | X | | 2023 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | M033-MED1a | 5 000 | | non éligible | | | | | |
| 81 | Ville d'Hyères | Etude de maîtrise d'œuvre pour la mise en conformité de l'aire de carénage du port de l'Aiguade | X | | 2023 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | M013-NAT2 | 30 000 | | contacter l'Agence | | | | | |
| 82 | Ville d'Hyères | Engagement dans la démarche de certification Port propre du port du Niel (Hyères) : réalisation de l'étude diagnostique | X | | 2024 | Iles d'Hyères | | M033-MED1a | 15 000 | 15 000 | 20% | 3 000 | | 20% | | Etat 20% ADEME 20% |
| 83 | Ville de Carqueiranne | Engagement dans la démarche de certification Port propre du port des Salettes (Carqueiranne) : réalisation de l'étude diagnostique | X | | 2023 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou | | M033-MED1a | 25 000 | 25 000 | 20% | 5 000 | | 20% | | Etat 20% ADEME 20% |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|--|-----------------------|--|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|----------------------------------|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| Etre prêt face au risque de pollution maritime accidentelle par les hydrocarbures | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 84 | Métropole TPM / CEDRE | Formation des agents au risque de pollution maritime accidentelle par les hydrocarbures | X | X | 2023 | Toutes les masses d'eau côtières | | M043-MED1a | 20 000 | | non éligible | | | | | |
| 85 | Métropole TPM | Organisation d'un exercice de terrain pour simuler une pollution maritime aux hydrocarbures sur le littoral de la commune de La Seyne (exercice INFRAPOLMAR) | X | | 2024 | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | M043-MED1a | 20 000 | | non éligible | | | | | |
| 86 | Métropole TPM | Acquisition de matériel mutualisé pour lutter contre les pollutions par les hydrocarbures | X | | 2023 | Toutes les masses d'eau côtières | | | 50 000 | | non éligible | | 20% | | | |
| SOUS-TOTAL A.3 Réduire les pollutions chimiques : | | | | | | | | | 7 651 920 | | | 2 468 450 | | | | |

A4. REDUIRE LES POLLUTIONS PAR LES NITRATES ET LES PESTICIDES

Réduire les pollutions ponctuelles et diffuses d'origine agricole

Prioriser les actions sur les AAC des captages prioritaires en eau potable

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|------------------------------|--|---|---|--------------|---|---|------------|----------------|---------|----------------------|----------------|-------------------------|---------------------|--|
| 87 | Métropole TPM | Animation territoriale pour lutter contre les pollutions diffuses et ponctuelles au niveau des AAC des 4 captages prioritaires en eau potable (La Foux, Fonqueballe, Golf Hôtel et Père Eternel) | X | X | 2023 | Alluvions du Gapeau Alluvions et substratum calcaire de la plaine de l'Eygoutier | AGR0202 AGR0302 AGR0303 AGR0401 AGR0802 | M035-MED1a | 140 000 | 140 000 | Garantie de taux 70% | 98 000 | Année d'engagement 2023 | contacter la Région | |
| Développer les actions sur les autres territoires | | | | | | | | | | | | | | | |
| 88 | Chambre d'Agriculture du Var | Animation d'un groupe de travail pilote avec les viticulteurs de la commune de La Londe pour réduire l'usage des produits phytosanitaires | X | | 2023 2024 | Socle des massifs de l'Estérel, des Maures et Iles d'Hyères | AGR0303 | M035-MED1a | 7 500 | 7 500 | 70% | 5 250 | | contacter la Région | |
| SOUS-TOTAL A.4 Réduire les pollutions nitrates / pesticides : | | | | | | | | | 147 500 | | | 103 250 | | | |

A5. REDUIRE LES DECHETS DANS LES MILIEUX NATURELS

Réduire les déchets dans les cours d'eau

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|--|---|---|---|--------------|--|--|------------|--------|--|--------------|--|--|--|--|
| 89 | Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | Expérimentation sur la mise en place et l'entretien de pièges à macro-déchets (barrages flottants amovibles) sur l'Eygoutier et ses affluents | X | | 2023 | L'Eygoutier | | M016-NAT1b | 37 000 | | non éligible | | | | |
| 90 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Campagnes annuelles de ramassage des macro-déchets sur le Gapeau et ses affluents | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau superficielles du bassin versant du Gapeau | | | 40 000 | | non éligible | | | | |

Réduire les déchets sur le littoral

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|-------------------|--|---|---|--------------|----------------------------------|--|--|--------|--|--------------|--|--|--|--|
| 91 | Métropole TPM | Animation de la mise en œuvre de la charte régionale "Sud zéro déchet plastique" et de la charte nationale "Plage sans déchet plastique" | X | | 2023 | Toutes les masses d'eau côtières | | | 12 000 | | non éligible | | | | |
| 92 | Association CIETM | Organisation de l'opération annuelle "Provence propre" sur le littoral du Contrat de baie | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau côtières | | | 16 000 | | non éligible | | | | |

Réduire les déchets dans le milieu marin

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|------------------|--|---|---|--------------|---------------------------------|--|--|---------|--|--------------|--|--|--|--|
| 93 | Marine nationale | Organisation de l'opération annuelle "Rade propre" en milieu marin | X | X | 2023 2024 | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | | 150 000 | | non éligible | | | | |
|----|------------------|--|---|---|--------------|---------------------------------|--|--|---------|--|--------------|--|--|--|--|

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|---|--|---|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|---|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| 107 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Etude sur l'interconnexion des réservoirs d'eau potable sur le bassin versant du Gapeau et définition du schéma d'approvisionnement | | X | | Massifs calcaires du jurassique du Centre-Var Calcaires et dolomies du Muschelkalk de l'avant-pays provençal | | | | | | | | | | |
| 108 | Métropole TPM | Etude d'opportunité sur la réhabilitation des forages de Carqueiranne / Porquerolles / Port-Cros | | X | | | | | | | | | | | | |
| 109 | Métropole TPM | Evaluation des potentialités d'exploitation d'une nouvelle ressource en eau dans la zone karstique profonde du Beusset - Investigation sur la commune du Revest | | X | | | | | | | | | | | | |
| Améliorer les connaissances sur les usages de l'eau / volumes prélevés | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 110 | PNR Sainte-Baume | Inventaire des prélèvements existants (hors AEP) dans les zones de sauvegarde | | X | | | | | | | | | | | | |
| 111 | Chambre d'Agriculture du Var | Mise en œuvre et animation de l'OUGC sur le bassin versant du Gapeau | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau superficielles du sous BV Gapeau | RES1001 | | 40 000 | 20 000 | Garantie de taux 70% | 14 000 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 112 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Animation territoriale liée à la mise en œuvre du PGRE Gapeau | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau superficielles du sous BV Gapeau | | | 75 000 | 75 000 | Garantie de taux 70% | 52 500 | Année d'engagement | | | |
| SOUS-TOTAL B.1 Améliorer les connaissances : | | | | | | | | | 1 590 000 | | | 729 000 | | | | |
| B2. SECURISER LES OUVRAGES DE PRELEVEMENT, DE TRAITEMENT ET DE DISTRIBUTION D'EAU | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 113 | Métropole TPM | Travaux de confortement et de sécurisation du barrage de Carcès | | X | | | | | | | | | | | | |
| 114 | Métropole TPM | Sécurisation de l'alimentation en eau potable de l'île de Porquerolles : travaux de construction du sealine | X | | 2023 | | | | 3 400 000 | | non éligible | | | CRET | | Etat (DSIL) |
| 115 | Ville de Collobrières | Sécurisation des ouvrages de prélèvement et stockage d'eau potable sur la commune de Collobrières | X | | 2024 | Socle des massifs de l'Estérel, des Maures et îles d'Hyères | | | 150 000 | | non éligible | | | | | |
| 116 | Ville de Puget-ville | Travaux de sécurisation de l'alimentation en eau de la commune de Puget-ville au niveau du forage de Terre Blanche | X | | | Formations gréseuses et marno-calcaires de l'avant-pays provençal | RES0701 | | 80 000 | | non éligible | | | | | |
| 117 | Ville de Puget-ville | Travaux de sécurisation de la ressource en eau au niveau du forage de la Ruol (Puget-ville) | X | | | Formations gréseuses et marno-calcaires de l'avant-pays provençal | | | 830 000 | | non éligible | | | | | |
| 118 | Communauté d'Agglomération Provence Verte | Remise en service et exploitation de la source Font-Pétugue sur la commune de Méounes | X | | 2023 | | | | 50 000 | | non éligible | | | | | |
| SOUS-TOTAL B.2 Sécuriser les ouvrages : | | | | | | | | | 4 510 000 | | | 0 | | | | |
| B3. ECONOMISER L'EAU | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Favoriser les économies d'eau sur le territoire en lien avec le BV déficitaire Caramy-Issole | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Lutter contre les fuites | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 119 | Métropole TPM | Travaux de réhabilitation des réseaux de distribution d'eau potable pour lutter contre les fuites sur le territoire Secteur Centre de la Métropole TPM (communes de Toulon, Le Revest, Le Pradet, La Valette) | X | X | 2023 | BV Caramy-Issole | | | 4 000 000 | 3 457 051 | Garantie de taux 50% | 1 728 526 | Année d'engagement 2023 | | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|---|----------------------------|--|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| 120 | Marine nationale | Travaux de rénovation des réseaux d'eau potable au sein de la Base navale de Toulon pour lutter contre les fuites | X | X | 2023 | | | | 500 000 | | pas de demande | | | | | |
| 121 | Marine nationale | Travaux de remplacement d'une canalisation sous marine d'alimentation en eau potable reliant l'îlot Castigneau aux bassins Vauban | X | | 2023 | | | | 210 000 | | contacter l'Agence | | | | | |
| 122 | Marine nationale | Travaux de rénovation des réseaux d'eau potable au sein de la Base navale Hyères / Le Palyvestre pour lutter contre les fuites | X | | | | | | 167 000 | | pas de demande | | | | | |
| 123 | Marine nationale | Travaux de rénovation des réseaux d'eau potable sur le Pôle logistique de Cuers pour lutter contre les fuites | X | | | | | | 110 000 | | pas de demande | | | | | |
| 124 | Marine nationale | Mise en place d'un dispositif de récupération d'eau de pluie destiné à alimenter un jardin de permaculture sur le site du PEM de Saint-Mandrier | X | | 2023 | | | | 14 000 | | contacter l'Agence | | | contacter la Région | | |
| 125 | Marine nationale | Diagnostic des consommations en eau au sein du HIA Sainte-Anne et mise en place de dispositifs économes en eau | | X | | | | | | | | | | contacter la Région | | |
| 126 | Université de Toulon | Diagnostic des réseaux d'eau potable pour localiser les débits de fuites sur le campus universitaire de La Garde et priorisation des travaux à mener | X | | 2023 | | | | 25 000 | 25 000 | 50% | 12 500 | | | | |
| Economiser l'eau sur les ports | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 127 | Ville d'Hyères | Diagnostic des réseaux d'eau potable dans l'enceinte du port Saint-Pierre, en vue de lutter contre les fuites | X | | 2024 | Alluvions du Gapeau | | | 20 000 | 20 000 | 50% | 10 000 | | | | |
| Favoriser les économies d'eau sur le BV déficitaire Gapeau (mise en œuvre du PGRE Gapeau) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 128 | Ville de Carnoules | Travaux de réhabilitation des réseaux d'eau potable de la commune de Carnoules pour lutter contre les fuites d'eau | | X | | Le Réal Martin et le Réal Collobrier | RES0202 | | | | | | | | | |
| 129 | Ville de Collobrières | Travaux de réhabilitation des réseaux d'eau potable de la commune de Collobrières pour lutter contre les fuites d'eau | X | | | Le Réal Martin et le Réal Collobrier | RES0202 | | 250 000 | | contacter l'Agence | | | | | |
| SOUS-TOTAL B.3 Economiser l'eau : | | | | | | | | | 5 296 000 | | | 1 751 026 | | | | |
| B4. SENSIBILISER LES USAGERS POUR INCITER DES CHANGEMENTS ET FAVORISER DES PRATIQUES ECONOMES EN EAU | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sensibiliser le grand public aux économies d'eau domestiques | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 130 | Université de Toulon | Etude en Sciences Humaines et Sociales sur l'eau : les changements de pratiques | X | | 2023 | | | | 3 000 | | contacter l'Agence | | | contacter la Région | | |
| 131 | Parc national de Port-Cros | Le circuit de l'eau sur l'île de Porquerolles (mise à jour du parcours, visites guidées et libres et valorisation de la REUT) | X | | | | | | 8 000 | | non éligible | | | | | |
| SOUS-TOTAL B.4 Sensibiliser les usagers : | | | | | | | | | 11 000 | | | 0 | | | | |
| TOTAL ENJEU B : | | | | | | | | | 11 407 000 | | | 2 480 026 | | | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|---|--|--|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|--|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| 147 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Etude préalable à la restauration morphologique du Gapeau aval, en amont du Plan du Pont à Hyères | X | | 2023 | Gapeau du rau de Vigne Fer à la mer | MIA0202 | M013-MED1a | 70 000 | 70 000 | Garantie de taux 50% | 35 000 | Année d'engagement 2023 | 30% | | |
| 148 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux de restauration morphologique du Gapeau aval, en amont du Plan du Pont à Hyères | | X | | Gapeau du rau de Vigne Fer à la mer | MIA0202 | | | | | | | | | |
| 149 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux de restauration morphologique sur le Réal Collobrier à Collobrières | X | | 2023 | Réal Martin et Réal Collobrier | MIA0202 | | 200 000 | 200 000 | Garantie de taux 50% | 100 000 | Année d'engagement 2023 | | | |
| 150 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux de restauration morphologique sur le Réal Martin à Pierrefeu (secteur Gravière) | | X | | Réal Martin et Réal Collobrier | | | | | | | | | | |
| 151 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux de restauration morphologique du Vallon de Valbonne à Hyères | | X | | Réal Martin et Réal Collobrier | | | | | | | | | | |
| 152 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Etude de faisabilité pour la restauration morphologique du vallon des Borrels | X | | 2023 | Vallon des Borrels | MIA0202 | | 70 000 | 70 000 | Garantie de taux 50% | 35 000 | Année d'engagement 2023 | | | Etat (FPRNM) 30% |
| 153 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux de restauration morphologique sur le ruisseau La Font de l'île à Carnoules | | X | | Ruisseau de Carnoules | MIA0202 | | | | | | | | | |
| 154 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux de restauration morphologique du Farembert | | X | | Ruisseau Le Farembert | MIA0202 | | | | | | | | | |
| Entretien des cours d'eau et favoriser leur renaturation | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 155 | Métropole TPM | Animation et coordination du programme pluriannuel d'entretien des berges et de la ripisylve des petits côtiers toulonnais et leurs affluents (hors Eygoutier) | X | X | 2023 2024 | Amont du Las Aval du Las Ruisseau Le Roubaud | | | 80 000 | 40 000 | 30% | 12 000 | | | | |
| 156 | Métropole TPM | Travaux pluriannuels d'entretien (DIG) des berges et de la ripisylve des petits côtiers toulonnais et leurs affluents (hors Eygoutier) | X | X | 2023 2024 | Amont du Las Aval du Las Ruisseau Le Roubaud | | | 535 000 | 535 000 | 30% | 160 500 | | | | |
| 157 | Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | Animation et coordination du programme pluriannuel d'entretien des berges et de la ripisylve de l'Eygoutier et ses affluents | X | X | 2023 2024 | L'Eygoutier Ruisseau Saint-Joseph | | | 80 000 | 40 000 | 30% | 12 000 | | | | |
| 158 | Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | Travaux pluriannuels d'entretien (DIG) des berges et de la ripisylve de l'Eygoutier et ses affluents | X | X | 2023 2024 | L'Eygoutier Ruisseau Saint-Joseph | | | 83 000 | 83 000 | 30% | 24 900 | | | | |
| 159 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Animation et coordination du programme pluriannuel d'entretien des berges et de la ripisylve du Gapeau et ses affluents | X | X | 2023 2024 | Gapeau et tous les affluents | | | 100 000 | 50 000 | 30% | 15 000 | | | | |
| 160 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux pluriannuels d'entretien (DIG) des berges et de la ripisylve du Gapeau et ses affluents | X | X | 2023 2024 | Gapeau et tous les affluents | | | 800 000 | 800 000 | 30% | 240 000 | | | | |
| 161 | Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures | Travaux pluriannuels d'entretien (DIG) des berges et de la ripisylve du Maravenne et ses affluents | X | X | 2023 2024 | Maravenne | | | 140 000 | 140 000 | 30% | 42 000 | | | | |
| 162 | Métropole TPM | Création d'un guide des petits cours d'eau côtiers de la Métropole TPM à l'attention des propriétaires riverains | X | | 2023 | Amont du Las Aval du Las Ruisseau Le Roubaud L'Eygoutier Ruisseau Saint-Joseph | | | 10 000 | 10 000 | 30% | 3 000 | | | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|--|--|--|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|--|--|--------------------|--|----------------------------------|---|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| 163 | Métropole TPM | Etude de faisabilité pour la renaturation du lit du canal Decugis (Hyères) | X | | 2023 | Ruisseau Le Roubaud | | | 20 000 | 20 000 | 50% | 10 000 | | | | |
| Défragmenter les cours d'eau pour libérer des zones de vie | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 164 | Fédération de pêche du Var | Appui technique aux gestionnaires de milieux aquatiques | X | X | 2023 2024 | Gapeau et tous les affluents | | | 170 000 | 85 000 | 50% | 42 500 | | | | |
| 165 | Métropole TPM | Aménagement d'une passe à poissons sur le barrage anti-sel à Hyères (seuil prioritaire Gapeau aval) | X | | 2023 | Le Gapeau du rau de Vigne Fer à la mer | MIA0301 | | 250 000 | | déjà financé hors Contrat de baie (2023-2027) | | | 30% | | |
| 166 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux pour favoriser la continuité écologique sur le seuil de la Clapière à La Crau (seuil prioritaire Gapeau aval) | X | | 2024 | Le Gapeau du rau de Vigne Fer à la mer | MIA0301 | | 300 000 | 300 000 | Garantie de taux 50% | 150 000 | Année d'engagement 2024 | 30% | | |
| 167 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Etudes de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du seuil Jean Natte | | X | | Le Gapeau du rau de Vigne Fer à la mer | MIA0301 | | | | | | | | | |
| 168 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux d'aménagement du seuil Jean Natte | | X | | Le Gapeau du rau de Vigne Fer à la mer | | | | | | | | | | |
| 169 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Etudes de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du seuil de la Grassette | | X | | Le Gapeau du rau de Vigne Fer à la mer | | | | | | | | | | |
| 170 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux d'aménagement du seuil de la Grassette (La Crau) pour favoriser la continuité écologique | | X | | Le Gapeau du rau de Vigne Fer à la mer | MIA0301 | | | | | | | | | |
| 171 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Aménagement du seuil des Meissoniers (ou barrage de la Monache) à La Crau pour favoriser la remontée des anguilles | | X | | Le Gapeau du rau de Vigne Fer à la mer | MIA0301 | | | | | | | | | |
| 172 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux d'aménagement au niveau de 4 seuils sur le Meige Pan | X | | 2024 | Meige Pan | MIA0301 | | 150 000 | 150 000 | Garantie de taux 70% | 105 000 | Année d'engagement 2024 | 30% | | |
| 173 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Travaux d'aménagement au niveau de 4 seuils sur le Réal Martin (Etang de Sauvebonne, Martins, Trulet et La Marseillaise) | | X | | Réal Martin et Réal Collobrier | MIA0301 | | | | | | | | | |
| Limiter les risques d'érosion et de ruissellement aux abords des cours d'eau et favoriser la biodiversité | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 174 | Syndicat mixte du Bassin Versant du Gapeau | Expérimentation pour limiter les impacts du ruissellement sur la qualité écologique du Réal Martin | X | | 2023 | Le Réal Martin et le Réal Collobrier | | | 24 000 | 24 000 | 30% | 7 200 | | | Etat (FPRNM) 50% | |
| 175 | Chambre d'Agriculture du Var | Accompagnement des agriculteurs pour développer les plantations de haies sur le territoire | X | X | 2023 | | | | 10 830 | | non éligible | | | | | |
| SOUS-TOTAL C.2 Fonctionnalités naturelles des cours d'eau : | | | | | | | | | 3 797 830 | | | 1 360 100 | | | | |
| C3. AMELIORER LES FONCTIONNALITES NATURELLES DES ZONES HUMIDES | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sauvegarder les zones humides de notre territoire | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 176 | Conservatoire du littoral | Acquisition foncière de zones tampons en périphérie des Salins (Hyères) | X | X | 2024 | Ruisseau Le Roubaud | MIA0601 | M001-MED1a | 50 000 | 50 000 | Garantie de taux 50% | 25 000 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 177 | Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | Assistance à maîtrise foncière en vue des travaux de restauration du Marais de l'Estagnol (La Crau) | X | | 2023 | L'Eygoutier | MIA0601 | | 30 000 | 30 000 | Aide classique 50% Majoration +20% | 15 000 6 000 | Année d'engagement 2023 | | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|---|------------------------------------|---|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--|--------------------|--|----------------------------------|------------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| 178 | Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | Acquisition foncière du Marais de l'Estagnol (La Crau) | X | | 2024 | L'Eygoutier | MIA0601 | M001-MED1a | 121 000 | 121 000 | Aide classique 50% Majoration +20% | 60 500 24 200 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 179 | Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | Acquisition foncière de zones humides le long de l'Eygoutier en vue des travaux de restauration et de reméandrage du cours d'eau (secteur entre le Parc nature et le Pont de la Clue) | X | | 2024 | L'Eygoutier | MIA0601 | M001-MED1a | 250 000 | 250 000 | Aide classique 50% Majoration +20% | 125 000 50 000 | Année d'engagement 2024 | | | |
| Favoriser la renaturation des zones humides et les continuités écologiques | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 180 | Ville d'Hyères | Evacuation de remblais situés en entrée de site de la zone humide de la Lieurette | X | | 2023 | Ruisseau Le Roubaud | | | 10 000 | | non éligible | | | | | |
| 181 | Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | Maîtrise d'œuvre en vue des travaux de restauration phase 1 du Marais de l'Estagnol | X | | 2024 | L'Eygoutier | MIA0602 | | 520 000 | 520 000 | Aide classique 50% Majoration +20% | 260 000 104 000 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 182 | Syndicat de Gestion de l'Eygoutier | Travaux de restauration du Marais de l'Estagnol | | X | | L'Eygoutier | MIA0602 | | | | | | | | | |
| 183 | Conservatoire du littoral | Amélioration de la circulation hydraulique et des continuités écologiques du Salin des Pesquiers | X | | 2024 | | | | 530 000 | 530 000 | 50% | 265 000 | | contacter la Région | | |
| SOUS-TOTAL C.3 Fonctionnalités naturelles des zones humides : | | | | | | | | | 1 511 000 | | | 934 700 | | | | |
| TOTAL ENJEU C : | | | | | | | | | 5 388 830 | | | 2 334 800 | | | | |

D. GERER DURABLEMENT L'INTERFACE TERRE-MER ET LE MILIEU MARIN

D1. GERER DURABLEMENT L'EVOLUTION DU TRAIT DE CÔTE, EN LIEN AVEC LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Améliorer les connaissances sur le fonctionnement des cellules hydrosédimentaires

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----|---|--|---|---|------|--|--|--|---------|--|--------------|--|--|--|--|--|
| 184 | Conservatoire du littoral / DDTM du Var | Etude de l'évolution du trait de côte sur la cellule hydrosédimentaire Miramar/Port Pothuau (communes de Hyères et La Londe) | X | | 2023 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | | 170 000 | | non éligible | | | | | |
| 185 | Ville de La Londe | Rétablissement et préservation des équilibres sédimentaires de l'anse Tamaris (La Londe) | X | | 2023 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | | 45 000 | | non éligible | | | | | |
| 186 | Métropole TPM | Etude du fonctionnement de la cellule hydro sédimentaire de la Rade d'Hyères | | X | | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | | | | | | | | | |
| 187 | Métropole TPM | Protection du Tombolo Ouest de la presqu'île de Giens : étude de définition d'un scénario de référence (Hyères) | X | | 2023 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou | | | 100 000 | | non éligible | | | | | |

Elaborer et mettre en œuvre des stratégies de gestion durable du trait de côte

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----|---------------|---|---|---|----------|--|--|------------|--------------|--|--------------|--|--|--|--|--|
| 188 | Métropole TPM | Elaboration de la stratégie de gestion durable du trait de côte à l'échelle du littoral métropolitain | X | X | En cours | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou Cap Cépet - Cap de Carqueiranne Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | M016-MED1a | pour mémoire | | | | | oui | | |
| 189 | Métropole TPM | Etudes de maîtrise d'œuvre et travaux de protection de la baie des Sablettes | X | X | 2023 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou | | | 876 158 | | non éligible | | | CRET (20%) AAP Trait de côte (200 000 €) | | |

SOUS-TOTAL D.1 Gérer durablement l'évolution du trait de côte :

1 191 158

0

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|--|----------------------------|--|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|---|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| D2. LIMITER L'ALTERATION DES ECOSYSTEMES MARINS | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Améliorer les connaissances sur les habitats, les pressions anthropiques et les possibilités de gestion</i> | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 190 | Métropole TPM | Actualisation de la cartographie des biocénoses marines sur le périmètre du Contrat de baie | X | | 2023 | Toutes les masses d'eau côtières | | M005-MED1a | 200 000 | 200 000 | 50% | 100 000 | | contacter la Région | contacter le Département | |
| 191 | Parc national de Port-Cros | Etude sur les pressions et les enjeux des récifs barrière de posidonies à l'échelle de l'AMA du Parc national de Port-Cros | X | | 2023 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon Iles d'Hyères | | | 30 000 | | | | | | | OFB (LIFE MARHA) |
| 192 | Association MIRACETI | Mise en place d'une stratégie de suivi des cétacés sur les sites Natura 2000 marins du Cap Sicié | X | X | 2023 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou | | | 80 000 | | | | | | | DREAL PACA (100%) |
| 193 | Métropole TPM | | X | X | 2023 | | | | 24 000 | | non éligible | | | | | |
| 194 | Métropole TPM | Elaboration du Schéma Territorial de Restauration Ecologique (STERE) du littoral du Contrat de baie | X | | 2023 | Toutes les masses d'eau côtières | MIA0701 | M005-MED1a | 50 000 | 50 000 | Garantie de taux 70% | 35 000 | Année d'engagement 2023 | | | |
| 195 | Conservatoire du littoral | Etude des possibilités d'affectation du DPM au Conservatoire du littoral au droit du Cap Sicié (La Seyne) | X | | 2024 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou | | M005-NAT1b | 40 000 | 40 000 | 50% | 20 000 | | | | |
| 196 | Conservatoire du littoral | Etude des possibilités d'affectation du DPM au Conservatoire du littoral au droit des Vieux Salins d'Hyères | X | | 2024 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | M005-NAT1b | 30 000 | 30 000 | 50% | 15 000 | | | | |
| <i>Limiter l'impact des activités sur les habitats littoraux et marins</i> | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Limiter l'impact de l'ancrage et du balisage</i> | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 197 | Parc national de Port-Cros | Organisation des mouillages de plaisance autour de l'île de Porquerolles | X | X | 2024 | Iles d'Hyères | MIA0701 | M032-MED1b | 600 000 | 600 000 | Garantie de taux 70% | 420 000 | Année d'engagement 2024 | | | |
| 198 | Ville de Bormes | Etudes préalables à l'organisation des mouillages sur le littoral de la commune de Bormes | X | | 2023 | Iles d'Hyères | MIA0701 | M032-MED1b | 140 000 | 140 000 | Garantie de taux 50% | 70 000 | Année d'engagement 2023 | | | |
| 199 | Ville de Bormes | Travaux relatifs à l'organisation des mouillages sur le littoral de la commune de Bormes | | X | | Iles d'Hyères | MIA 0701 | M032-MED1b | | | | | | | | |
| 200 | Ville d'Hyères | Travaux pour la création d'une ZMEL à l'entrée du port Saint-Pierre (Hyères) | | X | | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | MIA0701 | M032-MED1b | | | | | | | | |
| 201 | Métropole TPM | Etudes préliminaires à la création d'une ZMEL entre le port de la Madrague de Giens et le secteur des Barques | X | | 2024 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | MIA0701 | | 150 000 | | 0 | | | | | |
| 202 | Métropole TPM | Etudes préliminaires à la création d'une ZMEL au niveau de l'avant-port de l'Ayguade du Levant | X | | 2023 | Iles d'Hyères | | | 150 000 | | 0 | | | | | |
| 203 | Métropole TPM | Maintien et entretien des dispositifs de mouillage écologique (SUBMED) sur les sites de plongée du littoral métropolitain | X | X | 2023 2024 | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou | | | 100 000 | | non éligible | | | | | |
| 204 | Parc national de Port-Cros | Maintien et entretien des dispositifs de mouillage écologique sur les sites de plongée de l'île de Port-Cros et de l'île de Porquerolles | X | X | 2023 2024 | Iles d'Hyères | | | 44 000 | | non éligible | | | | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|--|---|---|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|---|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| 205 | Ville de La Londe | Mise en place de dispositifs écologiques pour le balisage des plages (bande des 300 m et chenaux d'accès au rivage) de la commune de La Londe | X | | 2023 2024 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | | 17 000 | 17 000 | 50% | 8 500 | | | | |
| Réduire l'impact des engins de pêche | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 206 | Association LRS (Les Ressources Sous-Marines) | Etat des lieux de la pression liée à la présence de filets de pêche fantômes dans les fonds marins et opérations de retrait | X | X | 2023 2024 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | | 600 000 | | non éligible | | | | | |
| Limiter l'impact des activités sur les espèces marines | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 207 | Marine nationale | Expérimentation du dispositif anti-collision REPCET et déploiement à bord des navires de la Marine | X | X | | Toutes les masses d'eau côtières | | M040-MED2 | 8 725 | | non éligible | | | | | |
| 208 | Marine nationale | Mise en place de mesures pour limiter les impacts sur les cétacés des actions de contre-minage | X | | | Toutes les masses d'eau côtières | | | 240 000 | | non éligible | | | | | |
| Limiter le développement des espèces marines à caractère invasif | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 209 | Ville du Pradet | Surveillance, suivi et éradication de la <i>Caulerpa taxifolia</i> dans la baie de la Garonne (Le Pradet) | X | X | Tous les ans | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou | | M010-NAT1b | 16 600 | | non éligible | | | | | |
| 210 | Ville de La Garde | Surveillance, suivi et éradication de la <i>Caulerpa taxifolia</i> dans l'anse San Peire (La Garde) | X | X | 2023 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou | | M010-NAT1b | 3 200 | | non éligible | | | | | |
| 211 | Parc national de Port-Cros | Surveillance, suivi et éradication de la <i>Caulerpa taxifolia</i> et autres espèces invasives dans les cœurs du Parc national de Port-Cros et en AMA | X | X | 2023 | Iles d'Hyères | | M010-NAT1b | 10 000 | | non éligible | | | | | |
| SOUS-TOTAL D.2 Limiter l'altération des fonds marins : | | | | | | | | | 2 533 525 | | | 668 500 | | | | |
| D3. FAVORISER LA RESTAURATION ECOLOGIQUE DES PETITS FONDS CÔTIERS | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Favoriser la biodiversité dans les ports | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 212 | Métropole TPM | Installation de nurseries artificielles dans les ports métropolitains et harmonisation des suivis écologiques | X | X | 2024 | Pointe du Gaou - Pointe Escampobarriou | | | 150 000 | 150 000 | 50% | 75 000 | | 20% | | |
| 213 | Ville de La Londe | Restauration écologique du port Miramar (La Londe), avec actions d'entretien, de suivis scientifiques et campagnes de communication et de sensibilisation | X | X | 2023 2024 | Cap de l'Estérel - Cap de Brégançon | | | 5 000 | 0 | | | | | | |
| 214 | Marine nationale | Suivi écologique des dispositifs de restauration écologique installés au niveau de la Grande Jetée | X | X | 2023 2024 | Cap Cépet - Cap de Carqueiranne | | | 50 000 | | 0 | | | | | |
| SOUS-TOTAL D.3 Restauration écologique des petits fonds côtiers : | | | | | | | | | 205 000 | | | 75 000 | | | | |
| D4. SENSIBILISER AUX ENJEUX DU MILIEU MARIN | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sensibiliser les usagers de la mer | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 215 | Association Naturoscope | Animation et coordination des campagnes In'eau mer / Ecogestes Méditerranée sur le littoral du Contrat de baie | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau côtières | | M056-MED1a | 60 000 | 60 000 | 50% | 30 000 | | | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|---|----------------------------|--|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|----------------------------------|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| Sensibiliser les scolaires et le grand public | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 216 | Métropole TPM | Sensibilisation des scolaires et du grand public dans les ports | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau côtières | | M061-MED1a | 30 000 | 30 000 | 50% | 15 000 | | | | |
| 217 | Métropole TPM | Animations scolaires dans le cadre du programme pédagogique "La Rade m'a dit" | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau côtières | | M061-MED1a | 100 000 | 100 000 | 50% | 50 000 | | | | |
| 218 | Métropole TPM | Organisation du concours pédagogique "Ici commence la mer" | X | | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau côtières | | M061-MED1a | 18 000 | | contacter l'Agence | | | | | |
| 219 | Parc national de Port-Cros | Animation du réseau de gestionnaires des sentiers sous-marins de l'AMA du Parc national et accompagnement vers l'agrément de deux sentiers | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau côtières | | M056-MED1a | 100 000 | | non éligible | | | | | |
| 220 | Association GALATHEA | Organisation annuelle du Festival GALATHEA | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau côtières | | M056-MED1a | 150 000 | 60 000 | 50% | 30 000 | | | | |
| SOUS-TOTAL D.4 Sensibiliser aux enjeux du milieu marin : | | | | | | | | | 458 000 | | | 125 000 | | | | |
| TOTAL ENJEU D : | | | | | | | | | 4 387 683 | | | 868 500 | | | | |

E. RENFORCER LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX "EAU" DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------|--|--|---|---|------|-------------------------|--|--|----------------------------------|--------|-----|---------------|--|---------------------|--|
| 221 | Métropole TPM / AUDAT | Animation d'un groupe de travail EAU intercommunal pour l'élaboration du PLUi de la Métropole TPM | X | X | 2023 | Toutes les masses d'eau | | | Inclus dans la convention AUDAT | | | | | contacter la Région | |
| 222 | Métropole TPM | Améliorer la prise en compte des enjeux "EAU" dans les documents d'urbanisme : organiser un RETEX du PLUi de la Métropole Aix-Marseille | X | | 2023 | Toutes les masses d'eau | | | Inclus dans le poste d'animation | | | | | | |
| 223 | Syndicat mixte SCoT Provence Méditerranée | Favoriser une meilleure prise en compte des enjeux EAU dans le cadre de la procédure de révision du SCoT Provence Méditerranée | X | | 2023 | Toutes les masses d'eau | | | Coûts internes | | | | | contacter la Région | |
| 224 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Accompagnement des collectivités du bassin versant du Gapeau pour la transcription des dispositions du SAGE dans les documents d'urbanisme | X | X | 2023 | Toutes les masses d'eau | | | 20 000 | 20 000 | 50% | 10 000 | | contacter la Région | |
| TOTAL ENJEU E : | | | | | | | | | 20 000 | | | 10 000 | | | |

F. ANIMER LE CONTRAT, FAIRE VIVRE LE RESEAU D'ACTEURS ET PROMOUVOIR LA DEMARCHE

| F1. ANIMER LE RESEAU D'ACTEURS | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|---|---|---|--------------|---|--|------------|---------|---------|-----|---------|--|--|--|
| Maintenir des moyens humains dédiés à la gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur le territoire du Contrat de baie | | | | | | | | | | | | | | | |
| 225 | Métropole TPM | Pilotage et animation du Contrat de baie | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau | | M002-MED1a | 440 000 | 245 000 | 50% | 122 500 | | | |
| 226 | Syndicat mixte du bassin versant du Gapeau | Animation des enjeux de l'eau sur le bassin versant du Gapeau | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau du sous BV Gapeau | | | 130 000 | 65 000 | 50% | 32 500 | | | |
| Fédérer les acteurs et capitaliser les expériences | | | | | | | | | | | | | | | |
| 227 | Métropole TPM | Développer des outils de communication interne pour faire vivre le réseau d'acteurs | X | X | 2023 | Toutes les masses d'eau | | | 2 000 | 2 000 | 50% | 1 000 | | | |

| Numéro de l'action | Maître d'ouvrage | Intitulé de l'action | Calendrier prévisionnel | | Année d'engagement (ordre de service) | Masse d'eau du SDAGE concernée | Mesure du PDM du SDAGE RMC (2022-2027) PAOT 83 | Lien avec la DCSMM | Contractualisation des actions PHASE 1 lors de la rédaction du Contrat | | | | | Aide financière possible REGION SUD | Aide financière possible DEPARTEMENT | Autres partenaires financiers |
|--|-----------------------|--|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--|--------------------|--|----------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| | | | Phase 1 (2023-2024) | Phase 2 (2025-2027) | | | | | Montant de l'action en phase 1 | Assiette éligible prévisionnelle | Engagement AGENCE DE L'EAU (taux) | Montant prév. subvention AGENCE DE L'EAU | Contrepartie demandée par l'AERMC | | | |
| 228 | Pôle Mer Méditerranée | Valorisation et retours d'expérience des projets labellisés par le Pôle Mer auprès des gestionnaires du territoire du Contrat de baie | X | | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau | | | En interne | | | | | | | |
| 229 | Université de Toulon | Renforcer le partenariat entre l'enseignement supérieur et le Contrat de baie | X | | 2023 | Toutes les masses d'eau | | | 32 000 | | non éligible | | | | | |
| Renforcer l'articulation avec les autres démarches du territoire | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 230 | Métropole TPM | Favoriser l'articulation du Contrat de baie avec les autres démarches environnementales du territoire | X | X | 2023 | Toutes les masses d'eau | | | 0 | | | | | | | |
| Assurer une veille en s'appuyant sur les acteurs | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 231 | Fédération MART | Constituer un réseau d'observateurs sur le territoire du Contrat de baie | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau | | | Inclus dans le fonctionnement de l'association | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL F.1 Animer le réseau d'acteurs : | | | | | | | | | 604 000 | | | 156 000 | | | | |
| F2. FAIRE CONNAÎTRE LE CONTRAT DE BAIE ET SES ENJEUX | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Communiquer autour de la démarche et valoriser l'expérience Contrat de baie | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 232 | Métropole TPM | Développer des outils de communication externe pour faire connaître la démarche | X | | 2023 | Toutes les masses d'eau | | | 10 001 | 10 001 | 50% | 5 001 | | | | |
| 233 | Métropole TPM | Organisation d'un événement annuel autour de la "Fête du [cours d'eau] : de la source à la mer" | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau | | | 20 001 | 20 000 | 50% | 10 001 | | | | |
| 234 | Métropole TPM | Organisation d'un colloque national des Contrats de baie | | X | | Toutes les masses d'eau | | | | | | | | | | |
| Sensibiliser sur les enjeux prioritaires du Contrat de baie | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 235 | Métropole TPM | Définir une stratégie de sensibilisation et d'éducation à l'environnement sur les enjeux prioritaires du Contrat de baie | X | | 2023 | Toutes les masses d'eau | | | En interne | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL F.2 Faire connaître le Contrat de baie et ses enjeux : | | | | | | | | | 30 002 | | | 15 002 | | | | |
| F3. EVALUER LE CONTRAT DE BAIE | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 236 | Métropole TPM | Réalisation du bilan environnemental du Contrat Métropolitain de la Rade de Toulon (2020-2021) et du Contrat de baie des Iles d'or (2016-2021) | X | | 2023 | Toutes les masses d'eau | | | En interne | | | | | | | |
| 237 | Métropole TPM | Création du Tableau de Bord de Suivi Environnemental du Contrat de baie et mise à jour annuelle | X | X | 2023 | Toutes les masses d'eau | | | En interne | | | | | | | |
| 238 | Métropole TPM | Production des bilans annuels | X | X | 2023 2024 | Toutes les masses d'eau | | | En interne | | | | | | | |
| SOUS-TOTAL F.3 Evaluer la démarche : | | | | | | | | | 0 | | | 0 | | | | |
| TOTAL ENJEU F : | | | | | | | | | 634 002 | | | 171 002 | | | | |
| TOTAL des actions CONTRAT DE BAIE : | | | | | | | | | 89 101 442 | | | 13 299 248 | | | | |

ANNEXE 2 : OPERATIONS COLLECTIVES DE REDUCTION DES POLLUTIONS TOXIQUES DISPERSEES

- Volet 1 : Présentation de l'opération collective « PRO'Baie » sur le territoire de la Métropole TPM
- Volet 2 : Présentation de l'opération collective sur le territoire de la commune de La Londe-les-Maures

Opérations collectives de réduction des pollutions toxiques dispersées

Les objectifs prioritaires d'une opération collective sont :

- ✓ D'améliorer la connaissance du territoire vis-à-vis de la problématique des micropolluants,
- ✓ D'informer les acteurs du territoire de l'impact de leurs pratiques sur le réseau d'assainissement et sur la qualité des milieux aquatiques,
- ✓ D'accompagner les acteurs du territoire dans le changement de leurs pratiques et dans la mise en œuvre de travaux pour lutter contre les pollutions toxiques dispersées,
- ✓ De pérenniser les moyens mis en place pour ancrer durablement la stratégie de réduction à la source des pollutions toxiques dans la gestion des collectivités.

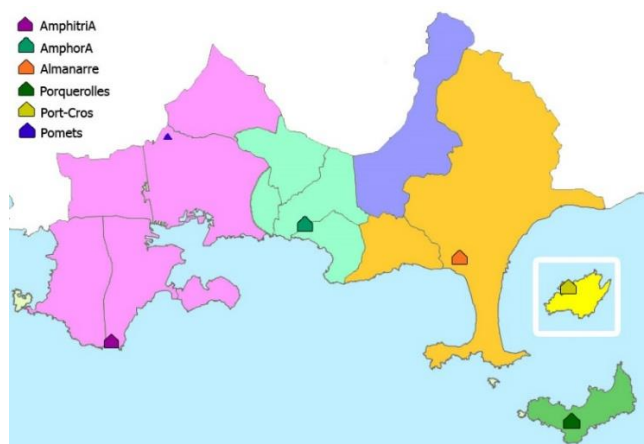
Introduction :

Un des objectifs du contrat est de mettre en œuvre un programme d'actions visant à réduire les émissions des pollutions toxiques dispersées dans les milieux récepteurs. Pour répondre à cet objectif, la Métropole Toulon Méditerranée en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'industrie 83, poursuit l'opération Pro'Baie sur le périmètre de la Métropole (volet 1 de l'opération collective).

D'autre part, la commune de La Londe-les-Maures, qui appartient à la Communauté de communes Méditerranée Porte des Maures, engage un plan d'actions construit suite à la Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) (volet 2 de l'opération collective).

➤ **Volet 1 : Présentation de l'opération collective « PRO'Baie »
sur le territoire de la Métropole TPM**

L'opération PRO'Baie est menée depuis 2013 sur l'ensemble du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui compte 12 communes et 6 stations d'épurations.



L'opération PRO'Baie a pour objectif de restaurer la qualité des milieux aquatiques en luttant contre les pollutions toxiques dispersées et en mettant en œuvre des actions de réduction à la source des micropolluants.

Les cibles prioritaires sont les établissements, publics et privés, pour lesquels un contrôle puis un suivi de la gestion des rejets non domestiques issus de leurs activités sont nécessaires.

Cette démarche vise à encadrer et à maîtriser ces rejets par la mise en place d'autorisation de rejet (Art L.1331-10 du code de la santé publique) et à améliorer la qualité des effluents par des changements de pratiques et la mise en œuvre de dispositifs de prétraitement adaptés.

| Station de traitement des eaux usées | Capacité nominale |
|--------------------------------------|-------------------|
| AmphitriA | 500 000 EH |
| Almanarre | 121 600 EH |
| AmphorA | 106 600 EH |
| Porquerolles | 4 500 EH |
| Port-Cros | 1 100 EH |
| Les Pomets | 200 EH |

Document contractuel

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var apporte par ailleurs son soutien technique et administratif en accompagnant les entreprises dans l'obtention des aides accordées par l'agence de l'eau.

Bilan de l'opération PRO'Baie 2011-2022

Pro'Baie 1 – 2010-2012 (9^{ème} programme AERMC)

- Etude SP2000 qui identifie 4700 établissements potentiellement émetteurs d'END
- Opération pilote sur la commune de La Garde menée par la CCIV et un bureau d'études mandaté par TPM
- Nov 2012 : Recrutement du chargé de mission END au sein du Service Assainissement de TPM

Pro'Baie 2 – 2013-2018 (10^{ème} programme AERMC)

- Lancement de l'opération sur la totalité du territoire (12 communes)

2019 - Année transitoire (10^{ème}→11^{ème} programme AERMC)

- Suivi et continuité des travaux engagés depuis PRO'Baie1
- Analyse des résultats des campagnes RSDE STEP
- Définition des nouveaux objectifs de PRO'Baie pour la période 2020-2021

2020-2022 Contrat Métropolitain de la Rade de Toulon

- Suivi et continuité des travaux engagés lors des précédentes périodes
- Axe de priorité = mise en conformité des établissements non conformes
- Définition des nouveaux objectifs de PRO'Baie pour la période 2023-2024

Document contractuel

Bilan chiffré

| | |
|--|---|
| Nb de diagnostics PRO'Baie (TPM/CCIV) | 487 |
| Nb de diagnostics Métiers de bouche | 72 |
| Après contact/visite, établissements avec END | 329 |
| Après contact/visite, établissements sans END | 135 |
| Autorisations de rejet en cours de validité | 152 |
| Etablissements ayant réalisés des travaux / aménagements de mise en conformité | 126 |
| Bilan pollution 24h sur rejet établissements | 50 |
| Dossiers de demande d'aides montés (CCIV) | 146 (soit 9,4 M€ d'investissements entreprises) |
| Avis sur permis | 80 |

Bilan financier de l'opération PRO'Baie

| Objet | Montant des opérations | Montant des aides agence de l'eau |
|--|------------------------|-----------------------------------|
| Animation de l'opération / Mise à jour réglementaire des raccordements/ Accompagnement des entreprises | 1 814 508 € | 986 720 € |
| Etudes / suivis milieux / analyses | 550 437 € | 246 489 € |
| Investissements des entreprises | 8 936 349 € | 3 557 409 € |
| Total | 11 301 294 € | 4 790 618 € |

PRO'Baie - Contrat 2023-2024

Sur le territoire de la Métropole TPM, il est proposé la réalisation d'une opération collective de réductions des pollutions toxiques dispersées sur 2 années.

Au cours de l'année 2023, la Métropole TPM propose d'inscrire 4 communes de son territoire pour lesquelles l'objectif sera de valider le Niveau 1 (Toulon, Ollioules, La Seyne sur Mer et Hyères), et 8 communes en Niveau 2 (Six-fours-Les-Plages, St Mandrier sur Mer, Le Revest-les-Eaux, La Garde, La Valette du Var, Le Pradet, Carqueiranne et La Crau).

Document contractuel

A partir du 1^{er} janvier 2024, l'ensemble du territoire de la Métropole TPM (12 communes) passera en Niveau 2. Pour réaliser les missions sur 2023 et 2024, il est mis à disposition :

- à la Métropole TPM : 2 chargés de missions, à temps plein,
- à la CCI du Var : 1 chargée de missions à temps partiel 50%.

| | Niveau 1 | Niveau 2 |
|------|---|---|
| 2023 | La Seyne sur Mer Ollioules Toulon Hyères | Six-Fours-Les-Plages Saint Mandrier sur Mer Le Revest-Les-Eaux La Valette du Var La Garde Le Pradet Carqueiranne La Crau |
| 2024 | | Les 12 communes du territoire de la Métropole TPM |

Le Niveau 1 – les 7 critères à valider

➤ **Réalisation d'un état des lieux exhaustif des effluents non domestiques (END) du territoire**

Avant toute action, il est primordial d'avoir une bonne connaissance des enjeux de son territoire vis-à-vis de la question des micropolluants (contamination des milieux, résultats RSDE des stations d'épuration et des industriels) ainsi qu'une bonne connaissance de l'ensemble des potentiels émetteurs (tissu industriel, branche d'activité...) y compris sur le pluvial (mauvais raccordement). La réalisation d'un état des lieux le plus exhaustif possible permettra d'inventorier et de cartographier les sources d'effluents non domestiques afin de hiérarchiser et prioriser les actions à mener (mode de priorisation à adapter à chaque contrat). L'ensemble des entreprises et des services techniques des collectivités seront visés.

La Métropole TPM a réalisé en 2018 les campagnes RSDE en entrée et sortie des 3 plus importantes STEP de son territoire. Les micropolluants qui ont été retrouvés de manière significative dans les résultats sont les suivants :

LISTE DES SUBSTANCES SIGNIFICATIVES – RSDE STEP - CAMPAGNES 2018

| Famille | SUBSTANCES | RSDE STEP Amphitria | | RSDE STEP Amphora | | RSDE STEP Almanarre | |
|--------------|-------------------------------------|---------------------|---------------|-------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | | Eaux brutes | Eaux traitées | Eaux brutes | Eaux traitées | Eaux brutes | Eaux traitées |
| Autres | Acide sulfonique de perfluorooctane | | x | | | | |
| Alkylphénols | 4-nonylphenols ramifiés | x | | x | | | |
| Alkylphénols | 4-tert-Octylphenol | | | x | | | |
| Pesticides | Aclonifène | x | | | | | |
| HAP | Anthracène | x | | | | | |
| HAP | Benzo(a)pyrène | x | | x | | | |
| HAP | Benzo(b)fluoranthène | x | | x | | | |
| HAP | Benzo(g,h,i)pérylène | x | | x | | x | |
| HAP | Benzo(k)fluoranthène | x | | x | | | |
| COHV | Chloroforme (trichlorométhane) | x | x | x | | | |
| Métaux | Cadmium | | | | | | x |
| Métaux | Chrome | x | | | | | |
| Métaux | Cuivre | x | x | x | | x | |
| Pesticides | Cyperméthrine | x | | x | | x | |
| Autres | Di(2-ethylhexyl)phtalate (DEHP) | x | | x | x | x | |

Document contractuel

| | | | | | | | |
|---------------------|--|---|---|---|--|---|---|
| COHV | Dichlorométhane | x | x | | | | |
| COHV | Dichlorvos | | | x | | | |
| Pesticides | Diuron | | | | | | x |
| HAP | Fluoranthène | x | | x | | | |
| Pesticides | Heptachlore | x | | | | | |
| Pesticides | Irgarol (cybutryne) | x | | | | | |
| Métaux | Mercure | x | | x | | x | |
| Métaux | Nickel | x | | | | x | x |
| Métaux | Plomb | x | | x | | x | |
| COHV | Tétrachloroéthylène | x | | | | | |
| Métaux | Titane | x | | | | | |
| Métaux | Zinc | x | x | x | | x | x |
| Pesticides | Somme des heptachlore et heptachlore époxydes | x | | x | | | |
| Alkylphénols | Somme des nonylphénols et éthoxylates de nonylphénol | x | x | x | | x | |
| Alkylphénols | Somme des octylphénols et d'octylphénol | | | x | | x | |
| HAP | Somme des 4 HAP | x | | | | | |
| PBDE | Somme des 8 PBDE | x | | | | | |

Document contractuel

Les campagnes RSDE sont en cours de finalisation pour l'année 2022.

En parallèle, TPM et la CCIV ont travaillé en 2019 sur la mise à jour des bases de données, via les codes APE, de façon à affiner ce recensement et à identifier le nombre d'établissements qu'elles estiment réellement prioritaires. Il en résulte le bilan chiffré suivant :

| Secteur d'activité | Prioritaires | Non prioritaires | Réalisés | Total |
|---------------------------------------|--------------|------------------|----------|-------|
| Services techniques des collectivités | 20 | 0 | 15 | 20 |
| SDIS 83 | 6 | 0 | 6 | 6 |
| Sites Marine Nationale | 5 | 0 | 3 | 5 |
| Automobile | 290 | 850 | 263 | 1140 |
| Mécanique | 30 | 175 | 24 | 205 |
| Chimie | 14 | 16 | 11 | 30 |
| BTP | 40 | 320 | 40 | 360 |
| Métaux/ Traitement de surface | 8 | 47 | 7 | 55 |
| Nautisme | 29 | 109 | 29 | 138 |
| Déchets | 17 | 18 | 16 | 35 |
| Collecte et traitement eaux usées | 14 | 10 | 10 | 24 |
| Blanchisserie | 3 | 72 | 3 | 75 |
| Etablissements de santé | 16 | 13 | 3 | 29 |
| Laboratoires | 0 | 38 | 0 | 38 |
| Fabrication matériel médical | 0 | 63 | 0 | 63 |
| Travail des matériaux | 10 | 238 | 7 | 248 |
| Peinture | 2 | 263 | 2 | 265 |
| Imprimerie, sérigraphie, gravure | 5 | 53 | 3 | 58 |
| Photographie | 0 | 50 | 0 | 50 |
| Joallerie | 0 | 24 | 0 | 24 |

Document contractuel

| | | | | |
|---|------------|-------------|------------|-------------|
| Travail du textile, des cuirs | 0 | 50 | 0 | 50 |
| Agri : Culture, domaine viticole, jardinerie, pépinière | 15 | 42 | 10 | 57 |
| Agro : brasserie, condiments, plats préparés, confiseries | 0 | 76 | 10 | 76 |
| Grands magasins (super, hypermarchés) | 0 | 122 | 4 | 122 |
| Restauration industrielle | NC | NC | 1 | NC |
| Services de nettoyage industriel | 2 | 288 | 1 | 290 |
| Electronique | 0 | 105 | 0 | 105 |
| Autres | 0 | 100 | 17 | 100 |
| TOTAL | 525 | 3142 | 385 | 3667 |

Les secteurs d'activité qui ont été défini dans le tableau ci-dessus sont ceux qui sont potentiellement responsables des teneurs en micropolluants retrouvés dans les campagnes RSDE des 3 STEP principales du territoire (sans préjuger de l'impact des pratiques domestiques qui peuvent également être contributrices de ces émissions).

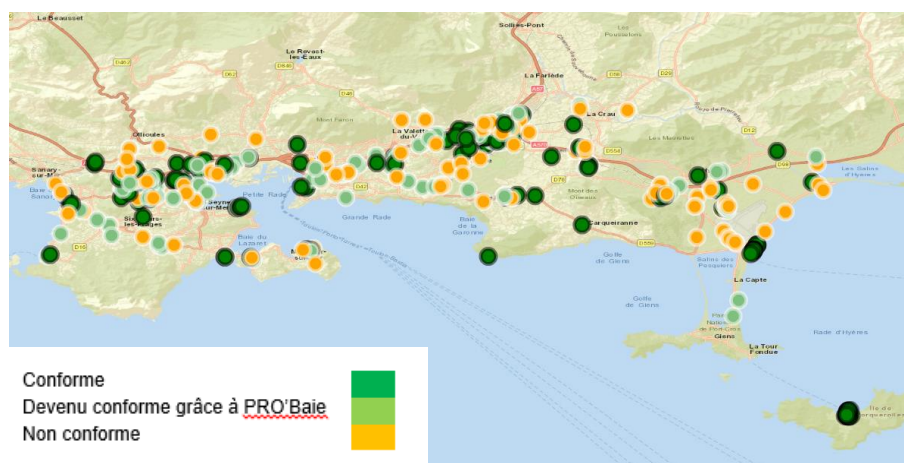
La réalisation d'un état des lieux exhaustif qui permettra d'inventorier de façon concrète les véritables émetteurs de ces END et micropolluants ne peut se faire que par des audits de terrain.

Parmi les 3700 établissements recensés, la Métropole TPM et la CCIV estiment qu'environ 525 d'entre eux sont prioritaires et doivent faire l'objet d'un diagnostic complet du site permettant de déterminer les mises en conformité ou les changements de pratiques et de mettre en place les autorisations de rejet nécessaires.

L'objectif d'ici le 31 décembre 2024 est de disposer d'une cartographie précise des sources d'effluents non domestiques sur l'ensemble du territoire.

Document contractuel

Ces données seront cartographiées grâce au logiciel métier Y-ARI dont dispose la Métropole TPM depuis 2015.



➤ **Mise à jour du règlement d'assainissement en intégrant un volet spécifique aux effluents non domestiques**

La mise à jour du règlement permettra de fixer les modalités de gestion des effluents non domestiques (mise en place d'un coefficient de pollution, mise en place d'une procédure en cas de rejets accidentels, réflexion sur les arrêtés et conventions de rejets...).

Le règlement d'assainissement de Toulon Provence Méditerranée a été révisé en 2013 puis 2015 afin d'inclure un chapitre dédié aux eaux usées non domestiques (Chapitre IV). Ce chapitre précise les modalités d'obtention d'un arrêté d'autorisation de rejet ainsi que le coefficient de pollution appliqué aux établissements dont les END dépassent les valeurs seuils imposées.

➤ **Régularisation des sites prioritaires émetteurs de toxiques « services techniques des collectivités »**

Le nombre de sites prioritaires (nombre et branche propre à chaque contrat) sera défini lors de l'état des lieux. La régularisation concernera l'ensemble des enjeux « rejets » du site (EU et EP), mais n'induera pas nécessairement des travaux. Elle consistera à diagnostiquer les établissements, préconiser et promouvoir la réalisation d'aménagements internes aux entreprises ou la mise en œuvre de bonnes pratiques participant à la réduction des rejets toxiques, suivre les travaux lorsque ceux-ci sont préconisés. La régularisation sera effective dès que l'ensemble des actions précédentes auront été mises en œuvre.

Sur 20 services techniques connus, 15 ont déjà fait l'objet d'un diagnostic.

Document contractuel

A l'issu du diagnostic, 13 établissements étaient jugés non conformes, soit 87%, et tous nécessitaient des travaux lourds (pose de prétraitement, redéfinition des réseaux EU/EP, couverture de zone de lavage).

A ce jour, 6 établissements ont réalisé les travaux de mise en conformité :

- Centre technique de La Garde
- Centre technique de Saint Mandrier
- Centre technique du Pradet
- Centre technique de Six-Fours
- Service Mécanique de Six-Fours
- Centre technique de Toulon

Et un établissement est en cours d'études afin de mettre en œuvre les travaux nécessaires :

- Centre technique de Hyères

A ces sites s'ajoutent les 6 établissements du SDIS 83 (Service Départemental d'Incendie et de Secours du Var) qui ont tous été diagnostiqués « non conformes » lors de visites effectuées en 2022.

➤ **Régularisation des sites prioritaires émetteurs de toxiques (entreprises)**

Le nombre de sites prioritaires (Nb et branche propre à chaque contrat) sera défini lors de l'état des lieux. La régularisation concernera l'ensemble des enjeux « rejets » du site (EU et EP), mais n'induirait pas nécessairement des travaux. Elle consistera à diagnostiquer les établissements, préconiser et promouvoir la réalisation d'aménagements internes aux entreprises ou la mise en œuvre de bonnes pratiques participant à la réduction des rejets toxiques, suivre les travaux lorsque ceux-ci sont préconisés. La régularisation sera effective dès que l'ensemble des actions précédentes auront été mises en œuvre.

Grâce aux 559 diagnostics réalisés entre 2013 et 2022 (eaux usées non domestiques et assimilés domestiques) :

- 329 établissements ont été identifiés comme émetteurs de rejets non domestiques et sont répartis comme suit :
 - 77 avaient déjà une gestion de leurs effluents non domestiques conformes aux règlements en vigueur

Document contractuel

- 126 ont mis en œuvre des aménagements ou travaux, ou effectués un changement de pratique, suite au diagnostic et à l'accompagnement des partenaires de PRO'Baie. Ils sont désormais conformes aux règlements en vigueur.
- 126 n'ont pas une gestion de leur END conformes aux règlements en vigueur et n'ont toujours pas mis en œuvre les travaux.

L'équipe chargée de la gestion des EUND au sein de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de TPM assure le travail de suivi de ces établissements pour arriver aux mises en conformité demandées et à la régularisation administrative de ces établissements.

En fonction des résultats des diagnostics réalisés, l'agence estimera que la régularisation est effective pour les 3 cas suivants :

- Cas 1 : Etablissements conformes à l'issue du diagnostic (pas de problématique identifiée sur les rejets et les stockages de déchets et produits dangereux). La régularisation est effective à l'émission de l'autorisation de rejet,
- Cas 2 : Etablissements non-conformes à l'issue du diagnostic nécessitant la mise en place de bonnes pratiques et/ou des travaux pouvant être rapidement mis en place => La régularisation est effective à l'émission de l'autorisation de rejet après réalisation de l'ensemble des travaux,
- Cas 3 : Etablissements non-conformes à l'issue du diagnostic pour lesquels les travaux nécessitent du temps. La régularisation est considérée effective au démarrage des travaux (fourniture du plan d'action des travaux + dépôt dossier de demande d'aide).

Pour les cas 1 et 2, TPM s'engage à mettre rapidement les établissements en conformité administrative. Pour les cas 3, les établissements s'engagent à démarrer les travaux.

➤ **Réalisation d'une étude visant à intégrer les spécificités des END dans la structuration des services « eau et assainissement » et dans le prix de l'eau**

Elle peut constituer un sous-volet d'une étude plus large sur l'ensemble de l'eau et de l'assainissement et viser à une prise en compte progressive des END.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée comprend une Direction de l'Eau et de l'Assainissement qui intègre les spécificités des EUND tant dans leur gestion que dans le prix du traitement de l'eau.

Document contractuel

La redevance assainissement pour des rejets d'effluents non domestiques dont la nature ne correspond pas à celle d'une eau domestique est majorée selon le coefficient de pollution ci-dessous :

$$Cp = 0,3 + 0,6 \times \left[0,5 \times \frac{DCOi}{DCOu} + 0,3 \times \frac{MESi}{MESu} + 0,1 \times \frac{DBO5i}{DBO5u} + 0,1 \times \frac{Cloi}{Clou} \right] + 0,1 \times \lambda$$

L'application de cette majoration passe par la mise en œuvre de bilan pollution au droit du rejet des établissements concernés.

Au cours de la période 2023-2024, la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de TPM réalisera au minimum 15 bilans pollution /an auprès d'établissements émetteurs d'EUND dans le réseau d'assainissement et mettra en place, le cas échéant, des redevances majorées en collaborant avec les différents délégataires de l'eau potable sur le territoire.

A ce jour, 5 établissements ont une redevance assainissement majorée par un coefficient de pollution.

➤ **Formation et accompagnement du personnel sur la gestion des pollutions dispersées**

Du temps sera dédié à la participation du chargé de mission à des formations techniques et administratives ainsi qu'aux réunions du réseau régional END existant. De son côté, l'Agence prévoit de renforcer le lien avec les chargés de mission (formation aux règles de l'agence, fourniture d'un document d'appui) pour leur permettre de gagner en visibilité vis-à-vis des entreprises.

Les agents en charge de la mission EUND au sein de la Direction Eau et Assainissement de TPM participeront aux journées d'échanges et aux groupes de travail proposés par le GRAIE qui ont lieu chaque année ou aux réunions qui pourront être organisée par l'agence de l'eau (délégation de Marseille).

Les chargés de mission nouvellement recrutés seront également amenés à participer à des formations administratives et techniques en lien avec leur mission.

➤ **Mise en œuvre d'une communication sur la démarche de l'opération**

L'existence de l'opération collective, et ses conditions de mise en œuvre seront diffusées via les canaux de communication des porteurs de projets. Pour bénéficier d'une aide, l'affichage du financement de l'Agence sera imposé.

Document contractuel

De plus, sachant que le portage politique est déterminant dans la réussite et la pérennité des opérations collectives, il sera demandé aux collectivités de désigner un « élu référent ». Son rôle sera de montrer que l'opération collective est une opération gagnant-gagnant (bénéfique pour le monde économique, pour les collectivités et pour la qualité des milieux aquatiques).

L'opération PRO'Baie est issue du contrat de baie de la rade de Toulon et son élu référent est le Président du Comité de Baie.

Par ailleurs, la Métropole TPM s'engage à réaliser une nouvelle plaquette d'information sur l'opération PRO'Baie et la gestion des Eaux Non Domestiques.

Document contractuel

➤ **Présentation du plan d'actions Niveau 1**

| Action <i>Choix des actions en fonction de ce qui reste à faire</i> | Responsable de l'action | Partenaires associés | Indicateurs d'évaluation | Objectifs attendus |
|---|-------------------------|----------------------|--|---|
| | | | | 2023 |
| <i>Suivi des établissements audités au cours de la précédente opération</i> | TPM | AE CCIV | <ul style="list-style-type: none"> ○ Nb de visites supplémentaires pour obtenir la régularisation (*) de l'établissement ○ Nb d'accompagnement (hors visite) pour obtenir la régularisation (*) de l'établissement | Visites suppl. : 20 Accompagnement pour régularisation : 20 |
| <i>Réalisation d'un état des lieux exhaustif des END</i> | TPM | AE CCIV | <ul style="list-style-type: none"> ○ Inventaire et cartographie des établissements émetteurs de rejets toxiques ○ Priorisation des actions à mener (géographique, par branche d'activité...) | Remise du rapport final présentant cet état des lieux et la priorisation des sites pour la fin d'année 2023 |
| <i>Mise à jour du règlement d'assainissement</i> | | | <ul style="list-style-type: none"> ○ Intégration d'un volet spécifique aux END | Déjà réalisé |
| REGULARISATION (*) DES SITES PRIORITAIRES EMETTEURS DE TOXIQUES (SERVICES TECHNIQUES) | TPM | AE CCIV | <ul style="list-style-type: none"> ○ Nb de diagnostics ○ Nb de sites ayant fait des travaux (avec et sans demande d'aide à l'agence) ○ Nb (et %) de sites régularisés | Diagnostics : 5 TPM CCIV Régularisation 3 sites |
| REGULARISATION (*) DES SITES PRIORITAIRES EMETTEURS DE TOXIQUES (ENTREPRISES) | TPM | AE CCIV | <ul style="list-style-type: none"> ○ Nb de diagnostics ○ Nb de sites ayant fait des travaux (avec et sans demande d'aide à l'agence) ○ Nb (et %) de sites régularisés ○ Nb d'AR délivrées | Diagnostics : 25 TPM CCIV Régularisation des sites : 9 Régularisation administrative (AR) : 5 |
| <u>Réalisation d'une étude visant à intégrer les spécificités des END dans la structuration des services « eau et assainissement » et dans le prix de l'eau</u> | | | Fourniture d'un rapport d'étude | Déjà réalisé |
| FORMATION DU PERSONNEL | TPM | AE CCIV | <ul style="list-style-type: none"> ○ Formations réalisées ○ Participation aux réseaux régionaux | Participation aux différentes journées d'échanges sur les EUND (GRAIE, réunions AERMC) |

Document contractuel

| | | | | |
|---------------|-----|------------|--|--|
| COMMUNICATION | TPM | AE CCIV | <ul style="list-style-type: none"> o Valorisation de l'opération (Réunion d'information, Article de presse locale ...) o Désignation et mobilisation d'un élu référent | <p>Elaboration et diffusion d'une plaquette concernant la gestion des EUND</p> <p>Article dans le magazine des zones d'activités</p> |
|---------------|-----|------------|--|--|

(*) La régularisation d'un site sera effective lorsque le site sera régularisé :

- Administrativement : délivrance de l'autorisation de déversement avec échéancier de travaux le cas échéant, ou d'une attestation de non rejet,
- Techniquement : démarrage des travaux et/ou mise en œuvre des recommandations préconisés par le diagnostic (amélioration de la qualité des effluents et/ou gestion des eaux pluviales et/ou prévention des pollutions accidentelles), avec ou sans aides de l'agence.

Le Niveau 2 – les 5 critères à valider

A compter du 1^{er} janvier 2024, l'ensemble du territoire de la Métropole TPM devra mettre en œuvre les actions destinées à répondre aux 5 critères suivants, relatifs au Niveau 2.

Pour valider ce second niveau, la collectivité devra maintenir les acquis du niveau 1 et mettre en place les actions suivantes :

➤ **Régularisation supplémentaire des sites implantés sur le territoire**

Le nombre de sites (Valeur guide (30 diagnostics par an par chargé de mission)) (Nb et branche propre à chaque contrat) sera défini lors de l'état des lieux. La régularisation concernera l'ensemble des enjeux « rejets » du site (EU et EP), mais n'induera pas nécessairement des travaux. Elle consistera à diagnostiquer les établissements, préconiser et promouvoir la réalisation d'aménagements internes aux entreprises ou la mise en œuvre de bonnes pratiques participant à la réduction des rejets toxiques, suivre les travaux lorsque ceux-ci sont préconisés. La régularisation sera effective dès que l'ensemble des actions précédentes auront été mises en œuvre.

A l'issue de l'année 2023, un bilan des entreprises non conformes sera réalisé et permettra de déterminer le pourcentage d'entreprises restant à régulariser sur ces 12 communes de Niveau 2.

Document contractuel

En outre la régularisation des entreprises déjà auditées avant 2023, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à :

- 1) Réaliser 30 diagnostics sur des nouveaux sites identifiés prioritaires
- 2) Mettre tout en œuvre pour arriver à la conformité de 15 nouveaux établissements

➤ **Mise en place d'une tarification adaptée aux effluents non domestiques (END)**

La collectivité devra mettre en place une politique tarifaire de l'eau spécifique aux effluents non domestiques afin de permettre un taux de couverture du service le plus large possible.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée comprend une Direction de l'Eau et de l'Assainissement qui intègre les spécificités des EUND tant dans leur gestion que dans le prix du traitement de l'eau.

La redevance assainissement pour des rejets d'effluents non domestiques dont la nature ne correspond pas à celle d'une eau domestique est majorée selon le coefficient de pollution ci-dessous :

$$C_p = 0,3 + 0,6 \times \left[0,5 \times \frac{DCO_i}{DCO_u} + 0,3 \times \frac{MES_i}{MES_u} + 0,1 \times \frac{DBO5_i}{DBO5_u} + 0,1 \times \frac{C_{loi}}{C_{lou}} \right] + 0,1 \times \lambda$$

L'application de cette majoration passe par la mise en œuvre de bilan pollution au droit du rejet des établissements concernés.

➤ **Pérennisation des moyens internes sur la gestion des pollutions dispersées et soutien aux collectivités les moins avancées (niveau 1)**

La mise en place d'une tarification spécifique aux END devra permettre de pérenniser les postes dédiés à cette thématique. Afin d'impulser une dynamique sur l'ensemble du bassin RMC et de favoriser les liens entre les territoires, les chargés de missions des opérations du niveau 2 devront dédier une partie de leur temps en soutien aux collectivités les moins avancées (en particulier ceux géographiquement proches).

La mise en œuvre d'une tarification spécifique aux END pour les établissements concernés est un moyen de pérenniser les moyens internes sur la gestion des pollutions dispersées.

Document contractuel

Les modalités de mise en place seront étudiées par l'équipe en charge de cette mission, en concertation avec les services juridiques et financiers, de façon à étudier les possibilités d'équilibrer les coûts de fonctionnement.

Afin de favoriser les liens entre territoire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se tiendra à la disposition des EPCI du Var afin de présenter l'opération collective aux collectivités souhaitant mettre en œuvre une politique de gestion des rejets non domestiques.

➤ **Mise en œuvre d'une communication sur les actions réalisées dans le cadre de l'OPC**

Les porteurs de projet devront communiquer sur les actions mises en place dans l'opération collective et les résultats observés auprès des partenaires, des entreprises, des élus...

La communication mise en place consistera à rédiger et diffuser des documents pour valoriser les bonnes pratiques en termes de gestion des pollutions, organiser des événements permettant la diffusion des bonnes pratiques, valoriser les entreprises volontaires dans leur démarche de réduction des rejets... De plus, sachant que le portage politique est déterminant dans la réussite et la pérennité des opérations collectives, il sera demandé aux collectivités de désigner un « élu référent ». Son rôle sera de montrer que l'opération collective est une opération gagnant-gagnant (bénéfique pour le monde économique, pour les collectivités et pour la qualité des milieux aquatiques).

Durant l'année 2024, l'équipe EUND réalisera une communication sous forme de bilan, à destination des partenaires et des élus afin de présenter les résultats observés depuis la mise en œuvre de cette démarche.

L'opération PRO'Baie étant issue du contrat de baie de la rade de Toulon, son élu référent, le Président du Comité de Baie, est porteur d'un discours engagé en matière de réduction des pollutions toxiques dispersées.

➤ **Santé/Environnement : Mise en place d'actions de sensibilisation élargie à d'autres cibles (particulier, structures d'enseignement, associations...) et d'autres sources (pluvial...)**

Ce critère vise à décroisser l'enjeu micropolluants. Afin de gagner en flexibilité et de s'adapter au mieux aux besoins des territoires, l'Agence demandera aux porteurs de projet d'élargir leur champ d'action en s'intéressant à de nouvelles sources et en

Document contractuel

s'adressant à différentes cibles. Les collectivités devront mettre en place une stratégie de communication et de sensibilisation auprès du grand public.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a réalisé une plaquette de sensibilisation à destination du grand public : « Tout à l'égout, non pas tout ».

Cette plaquette sera rééditée et distribuée avec les factures d'eau potable distribuées aux contribuables.

Par ailleurs, afin de sensibiliser les chantiers navals ayant un impact important sur les milieux aquatiques, une réflexion sera engagée pour l'élaboration d'une plaquette de bonne gestion des effluents liés à ce secteur d'activité.

Enfin, l'équipe END tâchera de réaliser une communication à destination des établissements les plus largement représentés sur son territoire (secteur automobile et/ou métiers de bouche) via des plaquettes de bonnes pratiques.

➤ **Présentation du plan d'actions Niveau 2**

| Action Choix des actions en fonction de ce qui reste à faire | Responsable de l'action | Partenaires associés | Indicateurs d'évaluation | Objectifs attendus | |
|---|-------------------------|----------------------|---|--|--|
| | | | | 2023 | 2024 |
| Suivi des établissements audités au cours de la précédente opération | TPM | CCIV AE | <ul style="list-style-type: none"> o Nb de visites supplémentaires pour obtenir la régularisation de l'établissement o Nb d'accompagnement (hors visite) pour obtenir la régularisation de l'établissement | | Visites suppl. : 20 Accompagnement pour régularisation : 20 |
| <u>Régularisation (*) complémentaire des sites émetteurs de toxiques (Services techniques et entreprises)</u> | TPM | CCIV AE | <ul style="list-style-type: none"> o Nb de diagnostics o Nb de sites ayant fait des travaux (avec et sans demande d'aide à l'agence) o Nb (et %) de sites régularisés o Nb d'AR délivrées | Diagnostics 10 TPM CCIV Régularisation des sites : 3 Régularisation administrative (AR) : 10 | Diagnostics 30 TPM Régularisation 15 sites Régularisation administrative (AR) : 15 |
| <u>Mise en place d'une tarification adaptée aux END</u> | TPM | | <ul style="list-style-type: none"> o Mise en place d'une tarification adaptée aux END | <ul style="list-style-type: none"> o Fait | |
| <u>Pérennisation des moyens et Soutien aux collectivités les moins avancées</u> | TPM | | Nb de postes pérennisés <ul style="list-style-type: none"> o Soutien aux collectivités les moins avancées (réunions d'échanges, formation inter collectivités...) | <ul style="list-style-type: none"> o Stabilisation du service à 2 ETP o Une réunion d'échanges à la demande des collectivités les moins avancées | |
| <u>Communication</u> | TPM | CCIV AE | <ul style="list-style-type: none"> o Valorisation de l'opération (Réunion d'information, Article de presse locale, plaquettes ...) o Désignation et mobilisation d'un élu référent | Communication à destination des partenaires et des élus sous forme de bilan global de l'opération Article dans le magazine des zones d'activités | |

Document contractuel

| | | | | |
|---|------------|--------------------|--|--|
| <p><u>Mise en place d'actions de sensibilisation élargie à d'autres cibles (particulier, structures d'enseignement, associations...) et d'autres sources (pluvial...)</u></p> | <p>TPM</p> | <p>CCIV AE</p> | <ul style="list-style-type: none"> o Nb de plaquettes diffusées o Création d'une plaquette destinée aux chantiers navals | <p>Diffusion de la plaquette « tout à l'égout, non pas tout » avec les factures d'eau.</p> <p>Elaboration et diffuser de plaquettes de bonnes pratiques à destination des chantiers navals et des métiers de bouche.</p> |
|---|------------|--------------------|--|--|

(*) La régularisation d'un site sera effective lorsque le site sera régularisé :

- Administrativement : délivrance de l'autorisation de déversement avec échéancier de travaux le cas échéant, ou d'une attestation de non rejet,
- Techniquement : démarrage des travaux et/ou mise en œuvre des recommandations préconisés par le diagnostic (amélioration de la qualité des effluents et/ou gestion des eaux pluviales et/ou prévention des pollutions accidentelles), avec ou sans aides de l'agence.

Articulation de la démarche avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du

Var :

Afin de mener au mieux la démarche collective PRO'Baie, la métropole TPM est en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var. Les rôles ainsi que le temps passé sur les missions de la démarche sont les suivants :

| | |
|------------------------|---|
| | <p>CCI</p> |
| <p>ETP</p> | <p>1 Consultant Développement Durable (1/2 ETP)</p> |
| <p>Missions</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Accompagner la métropole lors des audits des entreprises prioritaires. ➤ Rédiger un compte-rendu de visite récapitulatif des mises en conformité et des bonnes pratiques sur la gestion des déchets et sur le risque de pollution accidentelle ➤ Accompagner individuellement les entreprises non-conformes : <ul style="list-style-type: none"> - Assister les entreprises dans leurs démarches techniques : conseil sur les actions à mettre en place et les travaux à effectuer, conseil sur les bonnes pratiques à mettre en œuvre dans l'entreprise - Préparer le dossier de demande d'aide de l'agence de l'eau pour le compte des entreprises et être le lien entre |

Document contractuel

| | |
|--|---|
| | <p>les entreprises et l'agence de l'eau pour le suivi du dossier</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procéder à la première étape d'instruction du dossier de demande de subvention (nouveau du 11^e programme), - Détecter les besoins des entreprises et être force de proposition pour répondre à leurs besoins <ul style="list-style-type: none"> ➤ Participer aux comités de pilotage de l'opération, avec l'ensemble des partenaires et représenter les intérêts des entreprises devant les membres du comité de pilotage ➤ Participer aux côtés de la métropole à l'animation et au suivi de la démarche (priorisation des entreprises, choix de la stratégie...) ➤ Participer à la rédaction, à la mise en forme et à la diffusion des supports de communication et à la valorisation de la démarche. |
|--|---|

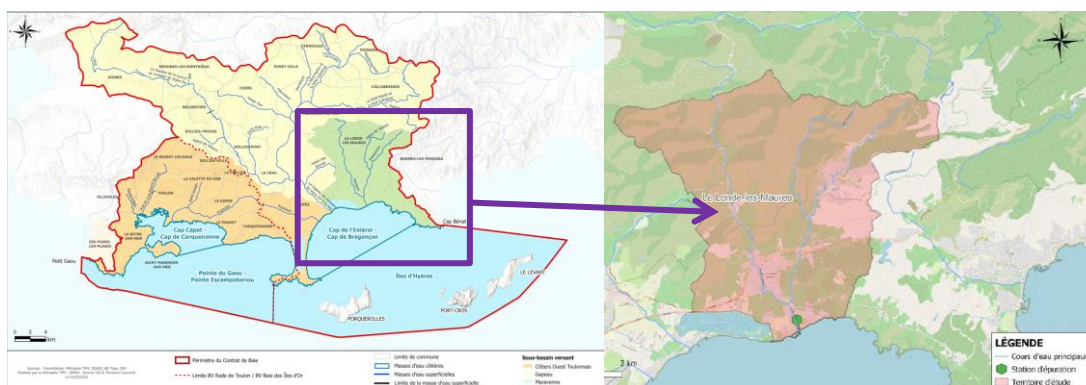
Budget prévisionnel 2023-2024 :

| Intitulé opération | Maître d'ouvrage | Montant de la dépense (€HT) | Taux de financement de l'Agence de l'eau | Montant de l'Aide prévisionnelle €HT |
|---|------------------|-----------------------------|--|--------------------------------------|
| Animation 1 ETP ingénieur | TPM | 120 000 € | 50 % | 60 000 € |
| Animation 1 ETP technicien | TPM | 80 000 € | 50% | 40 000 € |
| Animation 1/2 ETP | CCIV | 71 000 € | 50 % | 35 500 € |
| Campagnes qualité effluents industriels | TPM | 30 000 € | 50 % | 15 000 € |
| Communication | CCIV | 22 000 € | 50 % | 11 000 € |
| Mise en conformité des entreprises | Entreprises | 1 500 000 € | 50 % à 70% pour les PME et aide de minimis | 750 000 € |
| TOTAL (avec cciv) | | 1 823 000 € | | 911 500 € |

➤ Volet 2 : Présentation de l'opération collective sur le territoire de la commune de La Londe-les-Maures

La commune appartient à la Communauté des communes Porte des Maures. Elle est située à environ 30 km de Toulon, entre les communes d'Hyères et Bormes les Mimosas, en bordure de mer, face aux Iles d'Or. Elle a une superficie de 79,3 km². Elle compte 10 389 habitants permanents et jusqu'à 27 000 habitants en période estivale. La commune est peu urbanisée et plus de la moitié des logements est considérée comme secondaires ou occasionnels.

Le territoire est traversé par un cours d'eau le Maravenne et son affluent principal, le torrent Le Pensard. La commune se trouve donc sur le bassin versant du Maravenne, sur lequel, au SDAGE 2022-2027, il y a une pollution par les substances toxiques identifiée (mesure IND0901). Le territoire de la commune a été ciblé au Plan d'Action Opérationnel Territorialisé (PAOT) et fait l'objet d'une action : le suivi des polluants et amélioration des rejets liés aux activités polluantes.



La commune est compétente sur l'eau et l'assainissement. Elle a délégué la gestion des deux services à Véolia, dans le cadre de DSP.

La commune dispose d'une station d'épuration de 40 000 Eh, le réseau d'assainissement collecte les eaux usées domestiques de la commune uniquement.

Il a été réalisé une campagne RSDE en 2018-2019 où 13 substances sont ressorties comme significatives.

Conformément à la réglementation, la commune a poursuivi en réalisant un diagnostic sur toutes ces substances significatives afin d'identifier les émetteurs probables et établie un plan d'actions ayant pour objectif de conduire à une réduction/suppression des apports en micropolluants.

Document contractuel

A présent, la commune souhaite donc mettre en œuvre ce plan d'actions.

Niveau 1 :

Sur le territoire de la commune de La Londe Les Maures, il est proposé de rentrer dans la démarche de l'opération collective, pendant les 2 années de la première phase du contrat de Baie.

Pour valider ce premier niveau, la collectivité devra mettre en place les actions suivantes :

➤ **Réalisation d'un état des lieux exhaustif des effluents non domestiques (END) du territoire :**

Avant toute action, il est primordial d'avoir une bonne connaissance des enjeux de son territoire vis-à-vis de la question des micropolluants (contamination des milieux, résultats RSDE des stations d'épuration et des industriels) ainsi qu'une bonne connaissance de l'ensemble des potentiels émetteurs (tissu industriel, branche d'activité...) y compris sur le pluvial (mauvais raccordement). La réalisation d'un état des lieux le plus exhaustif possible permettra d'inventorier et de cartographier les sources d'effluents non domestiques afin de hiérarchiser et prioriser les actions à mener (mode de priorisation à adapter à chaque contrat). L'ensemble des entreprises et des services techniques des collectivités seront visés.

Document contractuel

La commune a réalisé une campagne RSDE du 7 juin 2018 au 27 juin 2019, les 13 substances suivantes sont ressorties comme significatives :

| Famille | Substances |
|--------------|---|
| Autres | Acide sulfonique de perfluorooctane |
| Alkylphénols | Octylphenol |
| HAP | Benzo(a)pyrène |
| HAP | Benzo(b)fluoranthène |
| HAP | Benzo(g,h,i)pérylène |
| HAP | Benzo(k)fluoranthène |
| Pesticides | Cyperméthrine |
| Autres | Di(2-ethylhexyl)phtalate (DEHP) |
| HAP | Fluoranthène |
| Métaux | Zinc |
| Pesticides | Somme des heptachlore et heptachlore époxydes |
| Alkylphénols | Nonylphénol |
| Alkylphénols | NP1OE |

A l'issue de la campagne RSDE, la commune a poursuivi en réalisant un diagnostic sur toutes ces substances significatives afin d'identifier les émetteurs probables.

Les rejets non domestiques (industrie/artisanat) jouent un rôle pour la plupart des substances : HAP, métaux/zinc, Alkylphénols et DEHP ⇒ **67 établissements** ont été identifiés comme potentiels émetteurs d'au moins une substance concernée par le diagnostic.

Le secteur industriel constitue une source probable d'émission de Zinc. De nombreux secteurs d'activités ont été identifiés mais on retrouve principalement : les activités alimentaires et société de menuiserie, peinture et vitrerie ainsi que les garages, sociétés de nettoyage de bâtiments et les blanchisseries.

Pour les HAP, les activités d'entretien et réparation de véhicules automobiles, les sociétés de nettoyage de bâtiment et les blanchisseries sont majoritaires.

Document contractuel

Pour les Akylyphénols, on retrouve les garages mais aussi les sociétés de nettoyage de bâtiment ainsi que les travaux de bâtiments (peinture).

Pour la Cyperméthrine, heptachlore et heptachlore époxydes, pas d'établissement recensé car il est probable que ces émissions ne soient pas liées une activité industrielle spécifique mais plutôt à l'utilisation de produits phytosanitaires par divers acteurs.

A noter que les rejets domestiques peuvent être à l'origine d'émissions diffuses et que les eaux de ruissellement de voiries peuvent contenir de fortes teneurs en métaux (zinc) et en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). Les émissions de DEHP et d'alkylphénols par le milieu urbain semblent possibles mais dépendent des types de surfaces drainées.

➤ **Mise à jour du règlement d'assainissement en intégrant un volet spécifique aux effluents non domestiques**

La mise à jour du règlement permettra de fixer les modalités de gestion des effluents non domestiques (mise en place d'un coefficient de pollution, mise en place d'une procédure en cas de rejets accidentels, réflexion sur les arrêtés et conventions de rejets...).

Le règlement assainissement a été établi par la collective et adopté par délibération le 14/12/2015. Il est proposé de le revoir de manière à renforcer le cadre lié aux rejets de micropolluant. Une réflexion sur la tarification du service assainissement pour les rejets non domestiques (redevance assainissement) pourra être menée à terme. En effet, le calcul du coefficient de pollution établi sur les paramètres « classiques » (DBO, DCO, MES N et P) pourrait être revu afin d'y inclure des paramètres micropolluants, définis en fonction des besoins du diagnostic RSDE amont (métaux, HAP, DEHP par exemple).

A noter, qu'en amont il pourra être engagé des contrôles analytiques inopinés sur les rejets de certains établissements ciblés et de déterminer les modalités du suivi à mettre en place vis-à-vis des micropolluants visés.

➤ **Régularisation des sites prioritaires émetteurs de toxiques « services techniques des collectivités »**

Le nombre de sites prioritaires (nombre et branche propre à chaque contrat) sera défini lors de l'état des lieux. La régularisation concernera l'ensemble des enjeux « rejets » du site (EU et EP), mais n'induera pas nécessairement des travaux. Elle consistera à diagnostiquer les établissements, préconiser et promouvoir la réalisation d'aménagements internes aux entreprises ou la mise en œuvre de bonnes pratiques

Document contractuel

participant à la réduction des rejets toxiques, suivre les travaux lorsque ceux-ci sont préconisés. La régularisation sera effective dès que l'ensemble des actions précédentes auront été mises en œuvre.

Les services techniques de la collectivité seront diagnostiqués.

➤ **Régularisation des sites prioritaires émetteurs de toxiques (entreprises)**

Le nombre de sites prioritaires (Nb et branche propre à chaque contrat) sera défini lors de l'état des lieux. La régularisation concernera l'ensemble des enjeux « rejets » du site (EU et EP), mais n'induera pas nécessairement des travaux. Elle consistera à diagnostiquer les établissements, préconiser et promouvoir la réalisation d'aménagements internes aux entreprises ou la mise en œuvre de bonnes pratiques participant à la réduction des rejets toxiques, suivre les travaux lorsque ceux-ci sont préconisés. La régularisation sera effective dès que l'ensemble des actions précédentes auront été mises en œuvre.

Sur la base du diagnostic et de la liste de entreprises ciblées, la commune planifie également de renforcer le cadre réglementaire local des rejets non domestiques, il s'agira d'une part, de revoir les conventions de déversements existantes et d'autre part, d'établir de nouveaux arrêtés ou convention de déversement. L'objectif est de régulariser **une trentaine de sites sur 2023 et 2024** (action dépendante du nombre de diagnostic réalisés).

➤ **Réalisation d'une étude visant à intégrer les spécificités des END dans la structuration des services « eau et assainissement » et dans le prix de l'eau**

Elle peut constituer un sous-volet d'une étude plus large sur l'ensemble de l'eau et de l'assainissement et viser à une prise en compte progressive des END.

A partir de 2023, la commune va mettre œuvre son plan d'actions visant à réduire les émissions de micropolluant et intégrer la gestion des END son mode de gestion.

Comme précisé dans le paragraphe « Mise à jour du règlement d'assainissement en intégrant un volet spécifique aux effluents non domestiques », une réflexion sur la tarification du service assainissement pour les rejets non domestiques (redevance assainissement) pourra être menée à terme.

Document contractuel

➤ **Formation et accompagnement du personnel sur la gestion des pollutions dispersées**

Les chargés de mission sont souvent isolés et livrés à eux-mêmes sur la question des effluents non domestiques au sein des collectivités. Pour y remédier, du temps sera dédié à la participation à des formations techniques et administratives ainsi qu'à la participation aux réunions du réseau régional END existant. De son côté, l'Agence prévoit de renforcer le lien avec les chargés de mission (formation aux règles de l'agence, fourniture d'un document d'appui) pour leur permettre de gagner en visibilité vis-à-vis des entreprises.

La commune envisage de confier à un bureau d'étude la réalisation des diagnostics, l'établissement ou la mise à jour des conventions, tout en gardant bien un rôle de pilotage et de suivi de la démarche.

La collectivité assurera en régie toute la communication relative à la démarche, la sensibilisation des professionnels et des particuliers à la réduction des émissions de micropolluants.

➤ **Mise en œuvre d'une communication sur la démarche de l'opération**

L'existence de l'opération collective, et ses conditions de mise en œuvre seront diffusées via les canaux de communication des porteurs de projets. Pour bénéficier d'une aide, l'affichage du financement de l'Agence sera imposé.

De plus, sachant que le portage politique est déterminant dans la réussite et la pérennité des opérations collectives, il sera demandé aux collectivités de désigner un « élu référent ». Son rôle sera de montrer que l'opération collective est une opération gagnant-gagnant (bénéfique pour le monde économique, pour les collectivités et pour la qualité des milieux aquatiques).

L'élu référent est l'adjoint à l'urbanisme et au droit des sols. La personne pilote de la démarche est le Directeur des services techniques de la ville. Il sera en charge de ce suivi. Il organisera deux réunions (fin 2023 et fin 2024) où il présentera l'état d'avancement de la démarche et des actions.

Parallèlement, la commune communiquera sur la démarche au travers de ses différentes actions de sensibilisation à la réduction des émissions de micropolluants (auprès des particuliers et professionnels).

Document contractuel

En effet la collectivité, s'est déjà engagée dans la sensibilisation des particuliers, par exemple en organisant une conférence « jardiner sans pesticides ». Il s'agit de poursuivre et de créer des outils de communications, pour sensibiliser le grand public à la problématique des micropolluants (visite de la station d'épuration, collecte des déchets de « fond de placard » de pesticides, peintures, solvants, etc).

Pour la sensibilisation des professionnels, il s'agira d'une part d'organiser des réunions d'information et sensibilisation afin d'expliquer l'impact de certaines pratiques sur la pollution en micropolluants des eaux usées non domestiques (préconisation de pratiques alternatives, bonnes pratiques etc) et d'autre part, créer des outils de communication (affiche, plaquette) afin de laisser une trace durable de cette sensibilisation.

Document contractuel

Plan d'actions :

| Action Choix des actions en fonction de ce qui reste à faire | Responsable de l'action | Partenaires associés | Indicateurs d'évaluation | Objectifs attendus | |
|--|-------------------------|-----------------------------------|--|--|----------------------|
| | | | | 2023 | 2024 |
| <u>Réalisation d'un état des lieux exhaustif des END</u> | Commune de la Londe | Prestataire (action sous-traitée) | <ul style="list-style-type: none"> o Déjà réalisé (rapport de diagnostic amont post RSDE) | - | - |
| <u>Réflexion sur la mise à jour du règlement d'assainissement et la tarification</u> | Commune de la Londe | Prestataire (action sous-traitée) | <ul style="list-style-type: none"> o Intégration d'un volet spécifique aux END | Mise à jour du règlement END | |
| <u>Régularisation (*) des sites prioritaires émetteurs de toxiques (services techniques)</u> | Commune de la Londe | Prestataire (action sous-traitée) | <ul style="list-style-type: none"> o Nb de diagnostics o Nb de sites ayant fait des travaux (avec et sans demande d'aide à l'agence) o Nb (et %) de sites régularisés | état des lieux | sera précisé en 2023 |
| <u>Régularisation (*) des sites prioritaires émetteurs de toxiques (entreprises)</u> | Commune de la Londe | Prestataire (action sous-traitée) | <ul style="list-style-type: none"> o Nb de diagnostics o Nb de sites ayant fait des travaux (avec et sans demande d'aide à l'agence) o Nb (et %) de sites régularisés o Nb d'Arrêtés délivrés | 11 régularisations | 20 régularisations |
| <u>Communication</u> | Commune de la Londe | | <ul style="list-style-type: none"> o Valorisation de l'opération (Réunion d'information, Article de presse locale ...) o Désignation et mobilisation d'un élu référent o Communication auprès des particuliers et privées | Organisation de 2 réunions de suivi (1/an) Communication sur la démarche de l'opération et l'enjeu substances auprès des particuliers et professionnels | |

« Remarque : La régularisation d'un site sera effective lorsque le site sera régularisé :

- Administrativement : délivrance de l'autorisation de déversement avec échéancier de travaux le cas échéant, ou d'une attestation de non rejet,
- Techniquement : démarrage des travaux et/ou mise en œuvre des recommandations préconisés par le diagnostic (amélioration de la qualité des effluents et/ou gestion des eaux pluviales et/ou prévention des pollutions accidentelles), avec ou sans aides de l'agence.



Contact, informations :

Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

DGA Développement Durable et Valorisation du Territoire

Service Gestion Intégrée de la Zone Côtière

Cellule d'animation du Contrat de baie

107, boulevard Henri Fabre - CS 30536

83041 TOULON Cedex 9

contact@contratdebaie.org



La construction du Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'or est soutenue
par :





© Photos de couverture et 4^{ème} de couverture : TPM - Andromède (photos sous-marines)

Hôtel de la Métropole
107, boulevard Henri Fabre
CS 30536 - 83041 Toulon Cedex 9
contact@contratdebaie-tpm.org
www.contratdebaie-tpm.org

